

DES ACTES DES ACTES DES ACTES

Journées d'été des
40 ans
de l'écologie politique
écologistes

bordeaux
21 22 23 août 2014



Les Verts | ALE
au Parlement européen



PRÉFACE

JE M'INSCRIS

<http://jde.eelv.fr/sinscrire>



Chaque année, les Journées d'été des écologistes sont VOTRE moment. Celui au cours duquel vous pouvez, selon vos envies et vos besoins, vous former, débattre, échanger, approfondir certains aspects programmatiques, militer, (re)découvrir l'histoire de l'écologie... mais aussi tout simplement retrouver ou rencontrer les écolos des autres régions.

Ce rendez-vous est aussi, nous le savons, très dense : en ce qui concerne l'édition 2014, plus de 100 ateliers, 6 plénières, 7 films, 40 stands, 6 groupes de musiques mais aussi des apéritifs, des visites culturelles, des réunions de tendances ou encore des assemblées générales de commissions vous étaient proposés pendant trois jours.

Ces dilemmes cruels entre tel ou tel atelier, cette envie de "garder une trace" de la densité et la qualité des travaux menés, nous les partageons. Aussi avons-nous souhaité expérimenter et vous proposer ce document qui rassemble les comptes rendus d'atelier que nous avons pu nous procurer, ainsi que quelques souvenirs de cette édition 2014.

Ces actes sont également l'occasion de remercier à nouveau toutes celles et tous ceux qui, salarié-e-s, bénévoles ou organisateurs-trices d'ateliers ont permis la bonne tenue de ces Journées d'été 2014, et qui sont déjà à pied d'œuvre pour préparer l'édition 2015 !

Alors rendez-vous nombreux-ses dans le Nord, à Lille, du 20 au 22 août 2015, pour poursuivre nos travaux à l'occasion de nos prochaines Journées d'été des écologistes.

Inscrivez-vous sans plus attendre sur [jde.eelv.fr/sinscrire].

Marine Tondelier

*membre du bureau exécutif en charge des Journées d'été
et des commissions thématiques*

Au sommaire des actes des Journées d'été des écologistes 2014

VERT : militer

- **ATELIER** Y a-t-il des mots frontistes et des mots écolos ? - page 4
- **ATELIER** Non-violence et gestion des conflits - page 5
- **ATELIER** Comment briser l'unanimisme anti-Roms ? - page 6
- **ATELIER** Quel accès aux documents et données pour les militant-es ? - page 7
- **ATELIER** Végétarien et pas triste - page 8
- **ATELIER** La diversité et les difficultés de sa mise en œuvre dans les partis politiques - page 9
- **ATELIER** Parité et politique, de l'observation à la parité : quels chemins ? - page 10
- **ATELIER** L'écologie politique et le féminisme - page 12

ROUGE : s'ouvrir et échanger

- **ATELIER** Bordeaux, Nantes : mémoires comparées de l'esclavage - page 14
- **ATELIER** Transition énergétique ici et là-bas - page 15
- **ATELIER** Mali : Gagner la paix ? - page 16
- **ATELIER** Luites paysannes et politiques agricoles - page 17
- **ATELIER** Punir / réinsérer : la réforme pénale en pratique - page 18
- **ATELIER** PMA : faut-il lever l'anonymat du don ? - page 19
- **ATELIER** GPA : pratique altruiste ou exploitation du corps ? - page 20

ORANGE : formation

- **ATELIER** Féminisme, genre, Lgbtqi : les concepts pour l'égalité - page 22
- **ATELIER** Les compétences régionales en transport et leur financement - page 23
- **ATELIER** Le récépissé, outil de lutte contre le contrôle au faciès - page 24
- **ATELIER** Négritude et écologie : autour de la figure d'Aimé Césaire - page 25
- **ATELIER** Un tourisme durable est-il possible ? - page 26
- **ATELIER** La République centrafricaine, un pays au cœur d'une sous-région en mal d'écologie - page 28
- **ATELIER** Le vélo, premier mode de transport de demain ? - page 29
- **ATELIER** Quelle réponse politique face à l'offensive de Poutine ? - page 30

ROSE : forums

- **FORUM** Entre le karcher et la dynamite - page 32
- **FORUM** Quelle défense demain ? - page 33
- **FORUM** Faut-il en finir avec le "front républicain" ? - page 34
- **FORUM** Économie et écologie - page 35
- **FORUM** Décentralisation et démocratisation - page 36
- **FORUM** Climat et nature : le temps sera-t-il écologiste ? - page 37

La FEVE aux Journées d'été EELV - page 40

Observatoire de la diversité - page 46

Le kiosque - page 51

■ VERT : militier

Faire de la politique autrement, oui mais comment ? Dans la vie militante comme dans la vie quotidienne, partageons les bonnes pratiques !

ATELIER Y a-t-il des mots frontistes et des mots écolos ?

Alors que le message écologiste se veut porteur de solutions d'avenir, c'est le discours du FN qui séduit "les perdants de la mondialisation". Cela nous pousse à nous questionner : comment le discours écologiste est-il perçu ? Quels mots utiliser pour présenter les solutions écologistes ?

Animé par Cyrielle Chatelain. Avec Julien Longhi, maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, directeur du département Métiers du multimédia et de l'internet ; Laurent Terrisse, président de l'agence de communication LIMITE ; Sophie Caillat, journaliste à *Rue 89* et auteur de *Comment j'ai sauvé la planète* ; Damien Hensens, coordinateur de Génération Cobayes.

LA RÉUSSITE DU DISCOURS FRONTISTE

- 1 • Un discours cohérent : le discours FN est très cohérent historiquement et se construit autour de phrases types qui incarnent l'idéologie du parti et qui sont reprises par toutes les figures du FN. Ce discours s'articule autour de quatre pôles : « Français », « France », « national » et « liberté ».
- 2 • Un émetteur identifié : l'émetteur, c'est Marine Le Pen.
- 3 • Des récepteurs identifiés : elle s'adresse à ceux qui souffrent, aux "perdants de la mondialisation". Électoralement, elle parle aux classes moyennes périurbaines en perte de vitesse.
- 4 • Une volonté de gagner le pouvoir : elle dit clairement qu'elle veut le pouvoir : usage du présent, concessions au détriment des radicaux du FN, main tendue aux hésitants, etc.
- 5 • Un discours qui impose ses présupposés : les membres du FN intègrent dans leur discours des présupposés qu'ils imposent dans l'interaction. Exemple : « *L'explosion de l'immigration entraîne une hausse de la délinquance* ». Lorsque la personne conteste le lien entre immigration et délinquance, elle admet implicitement le présupposé de l'explosion de l'immigration.

LES DIFFICULTÉS DU DISCOURS ÉCOLO

- 1 • Un discours hétéroclite : le discours écologiste est beaucoup plus hétéroclite. Le mot « politique » est au centre des discours, puis viennent les mots « écologie »,

« écologiste », « société », « rassembler », « monde », « défendre » et « courage ».

- 2 • Des émetteurs divisés : on ne sait pas qui parle.
- 3 • Des destinataires non identifiés : aujourd'hui, les écolos ne savent pas exactement à qui ils s'adressent. Pour avoir un discours performant, il faut commencer par assumer son ciblage électoral, ce que comprennent ses publics et quels sont les points de rencontre entre leurs logiques et les nôtres.
- 4 • Une volonté de gouverner qui n'est pas affirmée : les écologistes n'assument pas leur volonté de prendre le pouvoir. On est encore dans "l'écologie lanceuse d'alertes", un parti "contrepois" du PS, etc. L'intention perceptible par les électeurs est donc de peser sur les socialistes et non de les remplacer.

QUELLES PISTES POUR AMÉLIORER NOTRE DISCOURS ?

- 1 • Simplifier notre message : il est nécessaire d'explicitier certaines expressions écolos comme « principe de précaution » et de rendre notre discours plus accessible en partant de la vie quotidienne. Par exemple, sur la question des perturbateurs endocriniens, Génération Cobaye réussit à toucher un nombre de jeunes grandissant en prenant appui dans son discours sur des actes de consommation du quotidien et sur la question de la justice sociale.
- 2 • Faire du sens et donner à voir un projet global : les programmes "catalogues de mesures" sensés tout changer sont désormais à éviter absolument.

Tout le monde sait que « *ça plante* ». La perspective d'enlisement de la crise et de stagnation économique réintroduit ici une temporalité. S'il est une notion dont l'opinion publique crédite les écologistes, c'est celle de la temporalité. Travailler dans la durée, pour attaquer les problèmes dans leur complexité, de sorte qu'on passe vraiment « *à autre chose* » à

la sortie de la crise, cela fait sens. Il y a un espace pour un discours expliquant qu'en 2020, le monde ne sera plus le même et que si nous voulons y être heureux et prospères, il faut profiter de la crise pour y adapter nos modes de vie, de travail, de consommation, etc.

ATELIER Non-violence et gestion des conflits

La non-violence politique est un des fondamentaux chez Europe Écologie Les Verts, ainsi que la prévention, la médiation et la résolution des conflits. Quel bilan dans leur mise en pratique en interne comme en externe ? Comment les renforcer auprès de nos adhérent·es, coopérateurs·trices et élu·es ?

Animé par Gérard Lévy, responsable de la commission Paix et Désarmement. Avec Elisabeth Clerc, Mouvement pour une alternative non-violente ; Stéphane Amour, médiateur.

DÉFINITION DE LA VIOLENCE

« *Expérience réelle ou symbolique de mort* ».

COMMENT S'OUVRIRE À DES POSSIBILITÉS FACE À UN DÉSACCORD ?

Le désaccord est normal, le conflit aussi, mais en venir à la violence est insupportable. Il convient de refuser de se trouver en position d'agresseur ou de victime. Néanmoins, si la violence apparaît, il convient de rompre au plus vite cette escalade.

Attention : le conflit peut se déplacer et les positions initiales des protagonistes agresseur/victime s'inverser.

COMMENT ROMPRE L'ESCALADE DE LA VIOLENCE ?

Repérer les positions des protagonistes du conflit et de la violence :

- Position d'agresseur en état de toute-puissance (animé par la violence).
- Position de victime en état d'impuissance (caractérisée par une tristesse, une rage contenue).

Si la violence persiste, les deux protagonistes ne peuvent pas s'en sortir seuls ; ils sont en perte de

compétence pour surmonter la violence et gérer seuls le désaccord. Un médiateur institué, c'est-à-dire légitimé par les deux parties, est nécessaire pour accompagner les deux protagonistes. Ce médiateur prendra la position de garant pour assurer un accompagnement non autoritaire, redonner du pouvoir aux deux protagonistes en conflit, et leur permettre de retrouver leur capacité de s'exprimer respectivement, de s'écouter réciproquement, de reconnaître leurs besoins mutuels, de coopérer pour créer à partir de ces contraintes posées les pistes de résolutions puis de trouver les termes de leur accord, même sur un désaccord.

La médiation permet aux deux protagonistes en conflit de :

- voir l'autre autrement ;
- voir le conflit autrement ;
- faciliter la prise de parole de chacun ;
- purger les émotions ;
- éclairer sur la posture de chacun (intérêt, besoin, préoccupation, motivation) ;
- faciliter la coconstruction de la solution par les deux protagonistes pour sortir du conflit et donc de la violence.

OSER LE CONFLIT POUR SORTIR D'UN DÉSACCORD

Les mots peuvent être blessants, destructeurs. La violence plus latente et discrète ; il convient de la régler aussi :

- s'arrêter de pédaler ;
- parler de valeurs – nous sommes les garants de ce en quoi on croit ;
- cultiver la "socratie" – chacun doit pouvoir trouver sa place dans une position qui lui convienne. Le conflit révélateur d'un désaccord peut être initié pour sortir d'un désaccord, sans en venir à la violence.

INTERVENTIONS DE LA SALLE, TOUR DE TABLE

- Plusieurs signalements de dérives, dysfonctionnements internes à EÉLV, en regard de nos règlements intérieurs, de leurs lacunes (ex. : difficultés pour s'opposer aux diverses formes d'entrisme, déstabilisation, injonctions verbales, anathèmes, etc. lors de nos débats).
- Recherches permanentes d'un mode de fonctionnement, respectueux, avec maîtrise des excès. Rôle important des animateurs/trices dans la conduite des réunions (limitation des temps d'intervention, respect de la parité, etc.).
- (...).

EN CONCLUSION

Plusieurs propositions : formations individuelles et/ou collectives à la gestion des conflits via nos instances (conseils départementaux, régionaux, CEDIS, FEVE, etc.) ; organisation de réunions entre les Commissions régionales de prévention des conflits (CRPC) ; mise en place d'un observatoire interne EÉLV sur nos pratiques politiques internes/externes, etc.

POUR ALLER PLUS LOIN, INFORMATIONS ET CONTACTS :

- MAN : www.nonviolence.fr
- Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées : [www.non-violence-mp.org].
- Institut Européen Conflits Cultures Coopérations (IECCC) : [www.ieccc.org].
- Modus Operandi : [www.modop.org].
- Non-Violence Actualité (NVA) : [www.nonviolence-actualite.org].
- Alternatives Non-Violentes : [alternatives-non-violentes.org].
- Film documentaire Cercle de Silence, de Gil CORRE : [<http://m.youtube.com/watch?v=HOiDuNKS1qo>]. Exemple à Lannion : [<http://m.youtube.com/watch?v=bTF2V85deWQ>].
- Association Nationale des Médiateurs (ANM) : [www.mediation-sa.info].

Compte rendu à partir des notes d'André-Louis ROY

ATELIER Comment briser l'unanimisme anti-Roms ?

10 à 12 millions de Roms recensés dans l'Union européenne vivent sous la menace quotidienne d'une expulsion forcée, du harcèlement policier et de violentes agressions racistes. L'atelier tentera de réfléchir aux moyens d'endiguer cet unanimisme.

Avec Esther Benbassa, sénatrice ; Claire Monod ; Claire Grover, de la commission Immigration ; Laurent Elghozi, de Rom'Europe ; Christophe Adam, de Médecins du Monde Bordeaux ; Sébastien Thiery, chercheur en science politique et fondateur du collectif Pôle d'exploration des ressources urbaines (PEROU).

Selon un rapport publié mardi 8 avril 2014 par Amnesty International à l'occasion de la journée internationale des Roms, la plupart des 20 000 Roms qui vivent en France sont sous la menace

constante d'une expulsion souvent accompagnée d'un harcèlement policier.

La fréquence des violences contre les Roms a nettement augmenté, en témoigne le lynchage du jeune Darius à Pierrefitte-sur-Seine au mois de juin 2014.

Alors que la majorité des Roms sont des ressortissants de l'Union européenne, ils ne bénéficient pas de l'attitude bienveillante manifestée à l'égard des immigrés de l'Union. Au contraire, la discrimination anti-Roms remporte l'unanimité dans la société, dans la presse, dans une large partie du discours politique actuel et il se trouve peu de voix pour dénoncer les conditions indignes, dégradantes et discriminatrices dont ils sont victimes.

Ce sont pourtant ces mêmes discriminations qui sont à l'origine de leur mauvaise image. Le mal-logement, le démantèlement de leurs campements les contraignant à se reloger eux-mêmes sur des terrains inappropriés à cet usage, les privant de toutes conditions d'hygiène et de salubrité et empêchant leur insertion dans la société, instaurent une stigmatisation de leur communauté auprès des riverains de leurs campements.

L'unanimité anti-Roms, entretient également une confusion incluant plusieurs communautés historiquement discriminées, mais distinctes : les gens du voyage et les Tsiganes, majoritairement sédentarisés mais exclus socialement et relégués dans des espaces urbains marginalisés, et les Roms, originaires de Roumanie et des Balkans, fuyant des pays où ils vivent en sous-citoyens et sont les cibles quotidiennes de violences physiques et morales.

Face à cette situation de quasi-apartheid, la réponse à la discrimination des Roms doit dépasser le cadre national. Il s'agit d'un problème européen qui questionne le respect et l'application du droit à la dignité et des Droits de l'Homme et du citoyen dans l'Union, et qui interroge le projet d'une société européenne commune. Les mesures sécuritaires et sanitaires présentées comme solutions au problème de l'insertion des Roms ne sont ni suffisantes ni pérennes sans la mise en place d'un dispositif inclusif. Par ailleurs, l'accès au logement, à des emplois stables, aux soins, à la scolarité des enfants... n'est pas suffisamment satisfaisant pour créer les conditions d'une politique d'intégration.

ATELIER Quel accès aux documents et données pour les militant-es ?

L'accès aux documents administratifs a toujours été un outil précieux pour nous, écologistes. Comment l'améliorer ? Comment élargir l'ouverture des données publiques notamment pour favoriser les mobilisations collectives ?

Avec Raymond Avriillier ; Corinne Bouchoux, sénatrice ; Tewfik Bouzenoune, avocat et coresponsable de la commission Justice ; un représentant du collectif Regards Citoyens.

L'atelier a été l'occasion d'aborder la question centrale de l'accès aux documents administratifs et aux données publiques à travers la présentation d'un rapport intitulé "Refonder le droit à l'information publique à l'heure du numérique : un enjeu citoyen, une opportunité stratégique" de la sénatrice Corinne Bouchoux, au nom d'une mission commune d'information présidée par Jean-Jacques

Hyest. Ce rapport a permis de dresser un diagnostic et d'identifier en quoi la France a progressé et ce qu'il reste à faire.

L'accès aux informations sur les affaires qui nous concernent tous est le premier outil d'une démocratie délibérative. Il s'agit d'un droit reconnu par la loi de 1978 dite loi Cada (Commission d'accès aux documents

administratifs). Cette loi ouvre ainsi aux citoyens la possibilité de solliciter des documents administratifs (au sens large), d'analyser et comprendre les décisions publiques, de les contester avec plus d'arguments. Toute personne peut avoir accès à un document administratif : il n'y a pas besoin d'un intérêt à agir et cet accès suppose de formuler la demande auprès de l'autorité administrative compétente. Cette demande doit faire l'objet d'un accusé de réception dans le mois. S'il n'y a pas communication ou refus de communiquer de la part de l'administration, le citoyen saisit la CADA avant d'engager une procédure devant le juge administratif. Le site cada.fr vous informe grâce à ses fiches pratiques.

Il existe une continuité entre la loi de 1978 et les enjeux actuels de l'open data (l'ouverture des données publiques et leur réutilisation). Les avancées technologiques et la nécessité d'une meilleure transparence de l'action publique rendent indispensable une large amélioration de ce dispositif.

Le collectif "Regards Citoyens", par ses actions bénévoles et gratuites, nous montre de bons exemples de réutilisation des données publiques à consulter sur le site [www.regardscitoyens.org].

Aujourd'hui, la situation est paradoxale. Alors que le rapport fait consensus et a été adopté le 5 juin 2014 au Sénat, qu'une commission spéciale à l'Assemblée nationale a été créée sur le sujet (Commission de réflexion et de propositions sur le droit et les libertés à l'âge numérique), le gouvernement a choisi d'agir par ordonnance pour la transposition de la directive du 26 juin 2013 relative à la réutilisation des informations du secteur public. Ce texte prévoit un principe général d'accès et de réutilisation des données. Ce choix prive ainsi les parlementaires d'un débat démocratique et ouvert.

À l'heure actuelle, les écologistes souhaitent la garantie d'un travail parlementaire sur la création d'un véritable droit numérique à l'information publique et les conditions de sa mise en œuvre. Dans ce sens, un amendement adopté par la Commission des finances de l'Assemblée nationale le 10 septembre 2014 montre que les députés préfèrent un débat plus approfondi sur le sujet de l'open data.

ATELIER Végétarien et pas triste

Plus respectueuse des êtres vivants, de la planète et de notre santé, la cuisine végétarienne est aussi un moment de plaisir et de fête. Ne plus manger d'animaux apporte non seulement un contentement profond mais est aussi l'occasion de découvrir d'autres façons de s'alimenter, d'autres cultures autour de repas qui peuvent être savoureux.

Animé par Jacques Boutault, membre du Bureau exécutif, et Anne d'Ambra, commission Santé. Avec Brigitte Gothière, L-214 ; Constantin IMBS, Société végane ; Dr Marcelle Gazelles, médecin généraliste et micronutritionniste ; Mlle Pigut, créations culinaires bio et végétariennes.

Ne plus manger les animaux est non seulement bénéfique à la santé, apporte un contentement profond, mais est aussi l'occasion de découvrir d'autres façons de s'alimenter, d'autres saveurs, d'autres cultures. C'est ce qu'ont démontré les intervenant-es de cet atelier, suivi d'un cours de cuisine végétarienne.

Pour Brigitte Gothière de L-214, les animaux (y compris les poissons) sont des êtres sensibles. Ils ressentent des émotions et éprouvent le désir de vivre. Leurs conditions d'élevage et d'abattage, le plus souvent concentrationnaires et industrialisées, sont d'une grande cruauté. On préfère ignorer cette situation au nom de la nécessité de se nourrir. Or il est possible

de bien se nourrir sans manger les animaux. Se nourrir sans viande pose un acte politique qui reconnaît la vie humaine et non humaine.

C'est aussi ce que démontre le programme "Manger ensemble", développé par la Société végane française. Ce programme, présenté par Constantin Imbs, permet en outre de protéger la laïcité et d'accueillir l'ensemble des cultures autour d'un repas universel équilibré, qui renoue avec la tradition des banquets civiques. Les repas "Manger ensemble" présentent aussi l'avantage de diviser par deux l'impact environnemental alimentaire. Les travaux menés par la Société végane ont conduit à faire évoluer le Programme national nutrition santé français (PNNS), ainsi que celui de plusieurs pays d'Europe du Nord.

Marcelle Cazelles, médecin généraliste et micronutritionniste, après une présentation des conséquences sur la santé d'une alimentation carnée, industrielle et issue de l'agriculture conventionnelle, a démontré que le végétarisme répond en tout point aux attentes de santé : « *Tous les nutriments y sont*

présents, biodiversité, culture biologique, respect de la physiologie de l'intestin, supplémentation intelligente, prévention du vieillissement ».

Plus respectueuse des êtres vivants, de la planète et de notre santé, la cuisine végétarienne, voire végane, est aussi un moment de plaisir et de fête. Mademoiselle Pigut, créatrice culinaire bio et végétarienne en a facilement convaincu l'auditoire. D'abord en présentant la diversité méconnue des recettes de la cuisine sans produits animaux. Puis en expliquant que « *sans la viande, on fait de la place dans son palais pour d'autres ingrédients et donc pour plus de plaisir* ». Elle a enfin obtenu un franc succès en passant, avec quelques volontaires gourmand-e-s, aux travaux pratiques : l'élaboration, à partir de quelques ingrédients simples, d'une savoureuse recette végétarienne !

ATELIER La diversité et les difficultés de sa mise en œuvre dans les partis politiques

La mise en place de la diversité dans les partis politiques : sur quelle conception de la diversité et quels outils l'Observatoire de la diversité d'Europe Écologie Les Verts doit-il faire ses recommandations ? Quelles règles doit-on mettre en œuvre ?

Avec des membres de l'Observatoire de la diversité : Aïcha Jabrane, Catherine Belkhodja et Samia Kasimi ; Leïla Aïchi, sénatrice.

Leïla Aïchi a présenté à l'occasion de cet atelier un rapport sur la diversité dans les partis politiques et dans nos institutions, et les difficultés qu'une personne de la diversité connaît lors d'une élection.

De nombreux débats ont suivi et enrichi cette présentation, et les membres de l'observatoire ont pour ambition de faire vivre et de poursuivre ce travail avec des recherches et des publications régulières.

Aïcha JABRANE,
responsable de l'observatoire de la diversité

ATELIER Parité et politique, de l'observation à la parité : quels chemins ?

Table ronde sur l'état des lieux et les freins pour la mise en place de la parité chez Europe Écologie Les Verts. La parité a-t-elle progressé au sein d'EÉLV ? Quels sont les chiffres suites aux dernières élections ? Comment encore progresser ?

Animé par Ludovic Bu, coresponsable de l'Observatoire de la Parité. Avec Françoise Kiéfé, coresponsable de l'Observatoire de la Parité ; Chekra Kaabi, membre de l'observatoire de la Parité ; Julia Mouzon, Femmes et Pouvoirs ; Corinne Bouchoux, sénatrice du Maine-et-Loire.

FRANÇOISE KIÉFÉ

Les Verts – puis Europe Écologie Les Verts - est le premier parti en France à faire la promotion des femmes en politique.

Mais malgré les textes (loi 2 000 et les statuts d'EÉLV), la parité est encore lente et imparfaite en 2014. Le non-cumul des mandats, l'absence de statut de l'élu-e sont autant de freins pour la participation et la place des femmes en politique.

Il nous faut donc rester vigilant-es. Ce qui est le rôle de l'Observatoire de la Parité d'Europe Écologie Les Verts - tant en interne qu'en externe.

CHEKRA KAABI

Rappel historique : Les Verts font figure de pionnier sur la question de la parité dans les instances internes. Nous avons inscrit la règle de la "parité" dans nos statuts dès 1989. Dès la constitution du parti, en janvier 1984, le principe d'égalité entre les hommes et les femmes est au cœur de notre identité.

QUELQUES RAPPELS

Élections municipales et européennes de 1989 (principe du tourniquet) : liste paritaire, 4 femmes sont élues sur 9 sièges.

Élections régionales de 1992 : le parti fait élire 23 % de femmes (alors que la moyenne est de 12 %).

1992 : Marie-Christine Blandin est la première femme du parti à devenir présidente de région (région Nord-Pas-de-Calais).

1995 : Dominique Voynet est candidate pour les élections présidentielles.

LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR L'OBSERVATOIRE

Un problème de collecte des données, aucune possibilité de comparer d'une élection à une autre. Certains élus écolos ne sont pas adhérents à EÉLV, donc ne sont pas toujours comptabilisés dans nos fichiers, ce qui peut fausser les chiffres. Nous aurions voulu présenter une véritable évolution sur plusieurs élections différentes et dans le temps, mais nous n'avons pas eu suffisamment de temps ni de moyen pour le faire.

Les chiffres qui vont vous être présentés concernent uniquement les élections municipales de 2014, ces chiffres nous permettent d'observer la représentation des femmes élues (adhérentes + coopératrices EÉLV) région par région.

La représentation des femmes élues aux élections municipales 2014 (toutes tailles de communes confondues) :

LES CHIFFRES DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 2014 POUR EÉLV :

REGIONS	Nombre d'élu- es	Hommes	Femmes	% Femmes
Alsace	110	79	31	28%
Aquitaine	63	30	33	52%
Auvergne	23	14	9	39%
Basse Normandie	20	13	7	35%
Bourgogne	19	11	8	42%
Bretagne	81	51	30	37%
Centre	27	15	12	44%
Champagne Ardenne	10	6	4	40%
Corse	2	1	1	50%
La Réunion	4	2	2	50%
Martinique	0	0	0	0%
Guadeloupe	0	0	0	0%
Guyane	0	0	0	0%
Franche Comté	20	9	11	55%
Haute Normandie	27	18	9	33%
Idf	42	22	20	47%

LES RÉGIONS AVEC LE PLUS DE FEMMES

Franche-Comté (55 % d'élu-es) et l'Aquitaine (52 %).

LES RÉGIONS LES PLUS FAIBLES

Alsace (28 %), Lorraine (24 %) et Languedoc-Roussillon (28 %).

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

Même si des efforts sont faits sur la parité, des réflexions seraient à mener sur la répartition des délégations : stéréotypes (petite enfance, etc.) et budget : à quand un état des lieux de la parité des délégations en fonction des budgets.

JULIA MOUZON FEMMES ET POUVOIR

Sur la mise en perspective des partis politiques, EÉLV se trouve le mieux positionné et proactif sur ce sujet. Aux dernières élections législatives de 2012, même si le PS s'est engagé à présenter autant de femmes que d'hommes ; seulement 38 % de femmes ont été

élues à l'Assemblée nationale (les femmes étaient plutôt sur les circonscriptions non gagnables). Mais il faut reconnaître que lors de la "vague rose", le % de femmes augmente.

TROIS AXES POUR LA SUITE

1. La constitution du réseau ;
2. les rôles modèles variés ;
3. pôle technique (compétence) : il faut plus de solidité avec des formations : sur le budget municipal ou autres...

CORINNE BOUCHOUX SÉNATRICE MAINE ET LOIRE

Une expérience a pu être menée dans le Maine-et-Loire grâce à un contexte politique favorable (20 femmes maires sur 63 communes); co-construction du programme avec l'Association des maires, l'Université d'Angers, et 2 sénatrices : Corinne Bouchoux et Roselyne Bachelot.

DEUX ATELIERS À PRÉVOIR POUR LA SUITE

- Entrée en politique;
- Exercice du pouvoir.

BILAN DE CETTE JOURNÉE

Temps de partage et d'introspection sur la place des femmes ; l'évolution des collectivités territoriales ; l'effet cumulé de l'augmentation du pouvoir masculin, notamment politique ; l'accroissement de la compétition entre hommes et femmes.

Lors du prochain renouvellement du Sénat - pas d'accord partiel avec le PS : l'autonomie fera qu'il y aura beaucoup moins de femmes (dissémination des listes). Le PS a une stratégie "kamikaze" : sacrifiant des sortantes de grande qualité.

En conclusion, il est proposé qu'aux Journées d'été 2015, le thème de la parité soit abordé en plénière : enjeux de pouvoirs, responsabilité des groupes ?

40 ans
de l'écologie politique

ATELIER L'écologie politique et le féminisme

Comment se rejoignent ces deux concepts ? Le fondement du féminisme, c'est la mise au jour de l'inégalité profonde entre les sexes. Aux hommes la culture, l'histoire, la technique et les progrès de l'humanité, aux femmes la nature, la prolongation de l'espèce et des normes. C'est tout cela que le féminisme dénonce. Le féminisme s'affirmait comme un nouveau paradigme, une nouvelle façon de considérer la société. Dans de nombreux pays du Sud, les femmes, principales pourvoyeuses de nourriture, de soins et principales victimes du développement construisent des alternatives (diront des féministes écologistes comme Francine Comte et Solange Fernex). C'est à Françoise d'Eaubonne que revient le mérite d'avoir créé le terme d'écoféminisme.

Avec Andrée Buchmann, conseillère régionale d'Alsace ; Françoise Kiéfé, commission Féminisme et Observatoire de la Parité.

LES FÉMINISTES ÉCOLOGISTES : CHEZ LES VERTS

Francine Comte analyse la question : comment concilier écologie et féminisme ?

Pour Francine, ces deux mouvements, bien qu'ayant des racines antérieures, ont jailli dans le bouillonnement engendré par mai 1968. Ils portent bien des aspirations communes, mais leur dessein, leur dynamique sont différentes :

- tous deux s'enracinent dans un sens aigu de la solidarité. Pour les femmes, se parler signifia la sortie de l'isolement et la mise en commun de la vie privée, d'une oppression partagée ;
- agir était urgent : divorce, contraception et avortement, viols... Mais le fondement du féminisme,

c'était la mise à jour de l'inégalité profonde entre les sexes. C'est tout cela que le féminisme dénonce ;

- le féminisme s'affirmait comme un nouveau paradigme, une nouvelle façon de considérer la société.

Les mouvements féministes et écologistes ont fait, avant que cela ne devienne un cliché, de la "politique autrement", en renouvelant les pratiques politiques, aussi bien dans leur fonctionnement interne que dans leurs apparitions publiques.

Le foisonnement des approches féministes était une bonne chose, même si c'était difficile à gérer.

Le parti des Verts a été le premier parti en France à faire la promotion des femmes en politique. Cela a fonctionné puisqu'on a vu des femmes élues. Mais dans les assemblées des Verts, malheureusement, les hommes restent majoritaires. Il n'y a pas autant de femmes que d'hommes parmi les adhérent-es ; la proportion est de 30 %. Et pourtant, insistance est faite auprès des femmes pour qu'elles s'inscrivent et apportent une autre sensibilité.

L'ÉCOFÉMINISME DANS LES PAYS DU SUD : QUAND DÉVELOPPEMENT DURABLE RIME AVEC FEMME ET ÉCOLOGIE

L'écoféminisme défend l'idée que la domination imposée par les hommes, à la fois sur les femmes et la nature, a engendré la situation de crise environnementale qui frappe la planète. Au-delà de la lutte des genres, le rôle des écoféministes sur la prise de conscience des enjeux environnementaux est indéniable.

VANDANA SHIVA SON COMBAT CONTRE LES OGM

Elle lutte toujours devant les tribunaux indiens contre le brevet américain sur le riz basmati, à l'ONU, dans les Forum sociaux mondiaux, pour s'opposer à l'offensive des droits de propriété menée par les multiples institutions du capitalisme international. Dans les années soixante-dix, c'est le mouvement de femmes Chipko qui a initié sa vision de l'écologie : elle se battait contre la destruction des forêts par les industries afin de préserver les modes de gestion collective et des usages communautaires d'un milieu de vie.

Avec Maria Mies : elle a théorisé l'idée de pratiques réelles de production des femmes, fondées – dans une perspective "d'économie de subsistance" – dans un usage commun concernant toute la biosphère.

WANGARI MAATHAI PRIX NOBEL DE LA PAIX (ÉCOLO) EN 2004

Militante écologiste, Wangari Maathai a reçu le Prix Nobel de la paix « pour sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix ».

Élue au Parlement kényan (2002), puis secrétaire d'État à l'Environnement, elle fut également à la tête du plus grand projet de reboisement d'Afrique : "Mouvement Ceinture Verte" (Green Belt Movement). Grâce à l'action de son mouvement contre la déforestation, facteur de sécheresse et de pauvreté pour les populations locales, plus de 30 millions d'arbres ont été plantés au Kenya et des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de femmes, travaillent dans les pépinières du mouvement.

« Son approche holistique (globale) du développement durable embrasse la démocratie, les Droits de l'Homme en général et les droits des femmes en particulier. Elle pense au niveau mondial et agit sur le plan local » a souligné le comité Nobel.

40 ans
de l'écologie politique

■ ROUGE : s'ouvrir et échanger

**40 ans de débats et ce n'est pas fini !
S'ouvrir à de nouvelles idées, échanger
et argumenter, c'est par ici
que ça se passe.**

ATELIER Bordeaux, Nantes : mémoires comparées de l'esclavage

Bordeaux et Nantes furent les deux plus grands ports français de la traite des esclaves. Nantes a reconnu ce passé à travers le Mémorial de l'abolition de l'esclavage ou plusieurs salles du musée de la ville. Que reste-t-il à faire à Bordeaux ?

Animé par Benjamin Bibas, coresponsable du groupe Afrique EÉLV. Avec Élise Dan Ndobo, Les Anneaux de la mémoire (Nantes) ; Jean-Philippe Magnen, vice-président de la Région Pays de la Loire et ancien adjoint au maire de Nantes ; Ousmane Cissé, CRAN Aquitaine ; Marie Bové, conseillère régionale Aquitaine et déléguée à l'international au Bureau exécutif EÉLV.

Précedé d'une visite guidée de la ville de Bordeaux sur le thème de la traite négrière, cet atelier entendait comparer les traces institutionnelles que la mémoire de cette violence extrême avait laissées à Bordeaux et à Nantes. La parole était donnée à des acteurs associatifs et politiques des deux villes afin de comprendre comment l'action politique peut relayer les revendications associatives portant sur la mémoire de la traite.

Élise Dan Ndobo a rappelé l'engagement de l'association Les Anneaux de la mémoire dans l'organisation de l'exposition éponyme qui a rassemblé 400 000 visiteurs au Château des Ducs de Bretagne / Musée d'histoire urbaine de Nantes en 1992-1994, puis en faveur de l'explicitation de l'histoire de la traite à Nantes, premier port négrier français, dans les collections permanentes du musée.

Considérant l'inauguration du Mémorial de l'abolition de l'esclavage au bord de la Loire en 2012 comme une avancée symbolique, elle souhaite aujourd'hui poursuivre la collaboration avec la Ville sur ce travail de mémoire. Saluant les travaux de la municipalité de Jean-Marc Ayrault sur cette question, Jean-Philippe Magnen pense qu'il peut être prolongé par la mise en place de coopérations décentralisées avec les territoires concernés (Haïti, Antilles françaises,

Rufisque au Sénégal, etc.), le développement de recherches à l'Institut d'études avancées de Nantes, l'ouverture des quais de la Loire pour permettre un commerce plus visible et plus vertueux avec le reste du monde.

Saluant l'ouverture récente de six salles consacrées à la traite négrière atlantique au Musée d'Aquitaine, Ousmane Cissé a insisté, au-delà du travail de mémoire, sur la notion de réparations. Celles-ci pourraient prendre quatre formes : mémorielles (édification d'un mémorial), éducationnelles (approfondissement de la traite dans les programmes scolaires), foncières (réforme dans les Antilles françaises) ou financières (remboursements à Haïti).

Marie Bové a rappelé que Bordeaux, avec plus de 500 expéditions négrières et plus de 130 000 Africains déportés, est classé deuxième port négrier français après Nantes, et même premier au début du XIX^e siècle. Pour continuer d'éclairer cette histoire sombre, elle propose la création d'un Institut des mondes africains afin de lier recherches et arts sur l'Afrique historique et contemporaine. Jean-Philippe Magnen conclut en envisageant la création d'une coordination des différents pôles travaillant sur la traite au sein d'un centre national français sur ces questions.

ATELIER Transition énergétique ici et là-bas

Refus de l'exploitation minière destructrice ou volonté de récupérer la rente pétrolière ? Pour décarboner ici, il faut penser aux moyens de promouvoir une autre économie là-bas, redistributive et écologique : vers une "dette écologique" ? Quelles procédures de compensation internationale ?

Animé par Françoise Alamartine, responsable de la commission Transnationale. Avec Larbi Bouguerra, académie de Carthage ; Raimundo Ela, Cored, Guinée équatoriale ; Moncef Guedouar, Younga Solidaire, Tunisie ; Nathanael Legeard, groupe Amérique latine ; Michèle Rivasi, députée européenne.

Doit-on supprimer l'industrie extractive pour protéger environnement, population, climat ? La contrôler ? Redistribuer l'argent détourné ? Promouvoir la notion de « *dette écologique* » ? Pour Michèle Rivasi, une majorité des pays ACP souffre de la corruption et de la « *malédiction des ressources* », exploitées par des multinationales, occidentale et chinoise (concurrentes des françaises). Une réunion du Parlement européen entre industries et pays ACP a pointé les atteintes à l'environnement.

Tunisie : pollution de la nappe fossile, jusqu'en Algérie. Le phosphate, radioactif, va de Gafsa à Gabès, épuise l'eau, souille la mer, détruit les oasis (émissions de fluor) : plus de poisson, plus d'huile d'olive, nombreux cancers. Trop de chômage pour y mettre fin, selon l'UGTT.

Même argument pour le gaz de schiste, qui ne crée que 5 emplois / puits, menace l'agriculture et entraînerait 80 % de GES en plus. Le pétrole couvre 70 % des besoins mais raffiné ailleurs, est subventionné.

Guinée équatoriale : 35 ans de dictature, une énorme production de pétrole, avec un PIB/H. multiplié par 80, alors que la pauvreté passait de 60 à 80 % de la population et que se construisent des infrastructures inutiles, telle une 6 voies pour un bourg de 6 000 H. En 2014, les réserves baissent, entraînant récession et chômage.

C'est le "Syndrome hollandais" : l'île de Nauru, richissime grâce au phosphate, est devenue un désert de pierre à vendre (jusqu'au droit de vote à l'Onu). Pourtant, reconversion, dépollution sont possibles, déjà en installant les raffineries, modernes, dans les pays producteurs. En développant les ENR : le Cap vert a atteint une autonomie énergétique de 40 %. Elles commencent en Tunisie, mais les climatiseurs aussi, et la corruption les bloque (Total).

Opacité : l'origine du pétrole et les quantités produites sont mal connues. Au Nigéria, Boko Haram aurait réagi au non-respect d'un deal, paix contre pétrole. Aux USA, la loi oblige à publier les comptes. L'Union européenne a prévu de faire de même, ainsi qu'un financement pour que les gouvernements puissent analyser les contrats, plus une résolution interdisant de raffiner un pétrole non identifié (ADN). Instaurer des zones "hors exploration" est indispensable, comme la gestion par des Sociétés d'économie mixte. La notion de « *dette écologique* » apparaît au Chili, menacé par le trou de la couche d'ozone. Elle est objet de débats, mais difficile à quantifier. En Équateur, le gouvernement a réautorisé les forages du Yasuni amazonien, invoquant une compensation financière insuffisante. Le président traite les écologistes de réactionnaires mais lance un appel contre Chevron, qui refuse de payer pour ses pollutions.

Face au pillage, à l'ultralibéralisme (FMI, Banque Mondiale), la réappropriation des richesses et une "véritable" démocratie sont une nécessité.

INTERVENTIONS ET RÉACTIONS DU PUBLIC

François Passema - Centre Afrique : Les effets sur la santé d'une exploitation secrète d'uranium se font sentir et mériterait une question parlementaire.

Intervenant tchadien : selon Kofi Annan, 35 milliards de \$ africains rejoignent les paradis fiscaux. Des enquêtes d'ONG sont nécessaires.

Eva Joly, alors juge, a refusé, en Angola, de serrer les mains de gouvernants corrompus.

ATELIER Mali : Gagner la paix ?

Un an et demi après Serval, les aides internationales ont permis de reconstruire des infrastructures. Mais un Premier ministre a démissionné, des paysans se sont révoltés contre l'accaparement de leurs terres, un début de famine est signalé et des zones de combat resurgissent.

Animé par Françoise Alamartine, responsable de la commission Transnationale, Gérard Lansade, membre du Groupe Afrique et de l'association "Avec et pour le Mali". Avec Bintou Diallo, présidente du Parti vert malien ; N'Fa Diabate, vice-président, maire de Tienfala, 6 900 heures ; Ousmane B. Diallo, éleveur, représentant de la Cnop ; Housseini Saye, maire de Bandiagara, 2500 H, pays Dogon ; Nicole Kiel Nielsen, députée européenne 2009/2014.

Après Serval, pour EÉLV, il fallait gagner la paix pour éviter les conflits : favoriser un autre développement, la démocratie, la décentralisation, des échanges plus égalitaires, des projets issus des populations et non au profit des multinationales, l'agriculture paysanne.

Un pari difficile : le Mali est 172^e/181 pour l'IDH, a des camps de réfugiés, connaît une situation instable au Nord, un tourisme exsangue, une économie à 80 % agricole et un environnement parfois rude : sols ravines par le déboisement, pluviométrie en baisse...

2013 : l'Union européenne donne 250 millions d'euros, la France, 141 millions. Mais l'argent « se perd souvent dans le sable ». La coopération décentralisée entre collectivités cible les besoins, va 10 fois plus vite, est plus efficace.

Lors de la crise, l'État ne fonctionnait plus, les collectivités, si. Une commune sur cinq est jumelée avec une Française. Par exemple, Bandiagara (ville au patrimoine de l'Unesco) et Orchies (Nord Pas-de-Calais), un jumelage qui a permis de construire un jardin scolaire, projet du village géré par les enfants,

et une cantine créée par les mères (avec une meilleure alimentation).

2012 : une guerre bien plus grave que celle du Nord Mali : l'accaparement des terres. Des agriculteurs, des villages entiers, des centaines de familles sont expulsés au profit de multinationales (libyennes, chinoises, brésiliennes) : jusqu'à 700 000 ha. Pompage de l'eau pour le canal démesuré (114 m/42 km) du fils de Khadafi. Des terres vendues à des particuliers qui ne les cultivent pas.

40 % des baux fonciers sont destinés aux cultures d'agrocarburants, exemple, la Jatropha qui formait les haies, fixait la terre, servait à fabriquer du savon.

Accords de Partenariat Économique (APE) : l'Union européenne fait pression pour la libéralisation des échanges agricoles. Deux pays "sous tutelle" ont cédé, la Cedeao vient de signer : concurrence déloyale vu les subventions, des normes hypocrites (les agriculteurs maliens n'ont pas les moyens de mettre des pesticides). À cela s'ajoute une mauvaise gestion de l'État, des brimades contre les paysans, au final, l'exode rural s'intensifie.

Décentralisation : des élections régionales sont prévues en 2015. Le système électoral est proche du système français. Par exemple, Bandiagara a 17 élus et est divisé en 10 quartiers administrés par des « chefs ». Des efforts sont faits pour la parité.

Le maire vert (comme 2 de ses adjoints) est élu depuis 2004 à Tienfana (4 écoles, 2 second cycle, 4 centres de santé, une maternité).

Les compétences données aux municipalités (éducation, eau, santé) sont « de façade », le contrôle reste à l'État. Ainsi, la forêt de 300 ha, quoi que classée, est en danger. Comme les réserves d'eau : le gouvernement a décidé seul d'y imposer la décharge de Bamako. La population, informée par la municipalité, a manifesté, obligeant l'État à protéger la ressource.

Changements politiques avec une presse plus libre, des députés indépendants, des syndicats agricoles : l'information circule. Les APE ne seront pas forcément ratifiés.

Suite aux mobilisations, une loi agricole est en cours, contre la spoliation par les multinationales (et prête-noms, obtenant crédits, exonérations, au contraire des agriculteurs).

La loi foncière doit s'appuyer sur le droit coutumier, attribuant la terre à des cultivateurs non-proprétaires. Contre les ventes illicites, la gestion doit revenir à la communauté, non au chef de village (parfois analphabète) et au maire.

Multipartisme : la Cnop a des élus, N'Fa Diabate s'est présenté aux législatives pour l'écologie (4^e/8). Nicole Kiil Nielsen, observatrice des élections 2013, confirme leur bonne tenue, due à l'habitude de l'État et des habitants d'en organiser.

« Si tu cherches une aiguille et que celui qui t'aide à chercher a le pied dessus, tu ne pourras la trouver ».

ATELIER Luites paysannes et politiques agricoles

Agriculture biologique, agriculture paysanne, agroécologie, de quoi parle-t-on ? Pour quel modèle se battre ? Regards croisés autour de l'actualité des questions agricoles et retour sur l'histoire des luites paysannes qui ont accompagné l'écologie politique depuis les années soixante-dix.

Avec Didier Lorigoux, paysan en Corrèze ; Claire Desmares et Mathilde Théry, coresponsables de la commission Agriculture EÉLV. Et la participation de Bernard Péré, conseiller régional d'Aquitaine en charge de l'agriculture. En présence d'une cinquantaine d'écologues curieux et connaisseurs et d'une délégation d'élus et représentants maliens.

Après être revenus sur l'histoire du syndicalisme et des luites paysannes en France, les sujets discutés ont été les suivants :

- Création des travailleurs paysans (ex-confédération paysanne) en réaction au productivisme à marche forcée de l'après-guerre, via la politique agricole commune.

- Force de la cogestion entre le syndicat majoritaire et le gouvernement, et rémanence actuelle de ce mode de fonctionnement.

- Mouvement de rébellion à la mondialisation dans les années soixante-dix : faucheurs volontaires, Plateau du Larzac, etc.

NOUS AVONS DÉVELOPPÉ LES IDÉES DES ÉCOLOGISTES SUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION :

- Voir en ligne notre *Livre Vert de l'agriculture* sur le site :

http://agriculture.eelv.fr/wp-content/blogs.dir/241/files/2013/02/Livre_Vert_Agri_fev2013.pdf

ET DONNÉ NOTRE VISION DES POLITIQUES AGRICOLES ACTUELLES :

- On fait rentrer par la fenêtre (TAFTA), ce que l'on n'a pas fait rentrer par la porte (Arrêt des négociations de l'OMC) ! Il faut se mobiliser ! La délégation du Mali présente a témoigné des problématiques de souveraineté alimentaire et d'accaparement des terres.

- Une PAC "rendez-vous manqué" pour l'écologie, mais un peu plus redistributrice entre les éleveurs et les céréaliers.
- Une évolution intéressante dans la législation française, avec l'introduction d'un horizon agroécologie par la loi d'avenir agricole en 2014. Attention au double discours et vigilance sur son application.

En résumé, l'implication des citoyens, que ce soit par la confrontation, la désobéissance civile, les manifestations, les pétitions ou la mise en place d'initiatives alternatives, est fondamentale pour faire « *contre-savoir* » à nos politiques et avancer petit à petit pour vivre et manger mieux.

ATELIER Punir / réinsérer : la réforme pénale en pratique

Comment sortir du tout répressif par des mesures concrètes ? L'atelier débattira des initiatives déjà existantes en matière de réinsertion et des perspectives ouvertes par la réforme pénale en cours, en particulier, le développement d'approches locales.

Animé par Yasmine Bouagga, commission Justice. Avec Marie Crétenot, Observatoire international des prisons ; Jean-Michel Dejenne, directeur du Centre pour peines aménagées de Villejuif et représentant syndical ; Pauline Lamy, directrice d'insertion et de probation à Poitiers.

Depuis une quinzaine d'années, les réformes se sont succédé pour développer les alternatives à l'incarcération, mais la population incarcérée n'a cessé d'augmenter. La réforme pénale votée cet été permettra-t-elle de changer d'approche ?

L'OIP porte un regard critique sur la nouvelle loi : selon Marie Crétenot, si la loi est censée limiter le recours à l'incarcération pour les courtes peines, le recours effectif des magistrats à la « *contrainte pénale* » (peine de probation, alternative à la prison) demeure incertain, car le code pénal n'a pas été révisé. Certes, les automaticités en matière de sanction (« *peines plancher* ») ont été supprimées, mais il n'y a pas d'automaticité pour les aménagements

de peine, et les mêmes obstacles sociaux (emploi, logement) perdurent pour l'obtention d'une libération conditionnelle.

Pour Jean-Michel Dejenne, la réforme pénale est un levier pour répondre à une crise aiguë du « *milieu fermé* », qui compte 68 000 détenus dans des établissements de types très différents. La surpopulation actuelle rend le travail très difficile : la contrainte pénale permettra de relâcher la pression. Des dispositifs innovants comme le Centre pour Peine Aménagées permettent d'accompagner progressivement les détenus vers la vie libre, mais ces dispositifs ne concernent encore qu'une petite minorité de personnes sélectionnées pour leur « *potentiel* ».

Le travail des services d'insertion et de probation (SPIP) sera central dans ce processus : ce service en charge du suivi des personnes « *sous main de justice* » en « *milieu fermé* » (prison) ou en « *milieu ouvert* » doit évaluer les situations pour proposer des « *parcours individualisés* » (entretiens plus ou moins rapprochés pour vérifier le respect des obligations fixées par le juge ; sessions d'accompagnement renforcé pour préparer la réinsertion...). Mais, rappelle Pauline Lamy, ce travail demande des moyens en personnel.

Le travail d'accompagnement n'est pourtant pas effectué uniquement par les SPIP. Comme le rappelle Stéphanie Lassalle, le milieu associatif occupe, historiquement et toujours à l'heure actuelle, une place importante dans la prise en charge des personnes sous main de justice : dans des dispositifs

connus comme le TIG, mais aussi dans le « *sursis mise à l'épreuve* » (SME) associatif. Prononcé par un juge comme alternative à la prison, le SME est assorti d'interdictions et d'obligations (ex. : suivre des soins, indemniser les victimes) dont le non-respect peut entraîner l'incarcération. La mesure de contrainte pénale est une mesure similaire.

Au cours des échanges est évoquée la question des moyens alloués : le recrutement annoncé de 1 000 nouveaux agents pour les SPIP marque un engagement conséquent, mais compte tenu de la pénurie actuelle, cela risque d'être insuffisant. Les collectivités locales investissent peu les opportunités ouvertes par les réformes législatives. L'atelier se conclut par un appel à investir la contrainte pénale de manière créative, pour qu'elle constitue une vraie alternative au tout répressif.

ATELIER Procréation médicalement assistée (PMA) : faut-il lever l'anonymat du don ?

L'insémination artificielle avec don de sperme existe depuis 40 ans. Arrivées à l'âge adulte, certaines personnes issues du don cherchent un accès à leurs origines biologiques. Plusieurs pays européens ont légitimé cette demande en levant l'anonymat, pas la France.

Avec Ariane Poulantzas, cinéaste et philosophe ; Raphaël Molénat, membre de l'association PMAAnonyme ; Frédéric Supiot, modérateur, secrétaire de la commission Santé.

ARIANE POULANTZAS

L'anonymat diffère du secret. Au début des années soixante-dix, on a découvert que la stérilité pouvait également être masculine. Les médecins ont commencé à pratiquer des inséminations artificielles (IA), quasi « *adultères médicaux* » sur le modèle du don de sang (règles d'anonymat, de gratuité).

Le premier CECOS (Centre d'étude et de conservation des œufs et du sperme) a été créé en 1973. Il y en a aujourd'hui 23 en France. On a ensuite découvert progressivement les effets délétères du secret. Avant 1983, les dons d'ovocytes se faisaient sur un mode notoire. Depuis lors, les dons sont également anonymes.

Concernant l'insémination artificielle avec dons de sperme, plusieurs dilemmes se posent : secret/anonymat, levée partielle ou totale ? quid du « *droit à la connaissance de ses origines* » ? du risque de consanguinité ou de rencontre avec son géniteur, de la transmission de maladies génétiques...

RAPHAËL MOLÉNAT

A appris sa conception par insémination artificielle dans les années soixante-dix, à l'âge de 26 ans, à l'occasion d'une dispute familiale bien qu'il se doutait que quelque chose ne tournait pas rond depuis au moins son adolescence... La première loi de bioéthique de 1994 est un exemple quasi unique en droit de loi

rétroactive concernant l'anonymat. Il se rapproche à l'époque de l'association PMAAnonyme, dont il est actuellement vice-président depuis 2006, car il découvre l'opposition des médecins des CECOS à la levée de l'anonymat, l'absence d'accès à des informations qui sont le fondement de son arrivée sur Terre, de l'existence possible de demi-frères et sœurs « *dans la nature* » (s'interdit pour cette raison certains archétypes féminins !). PMAAnonyme n'est pas dans une recherche de filiation (« *on a nos parents* ») ni dans une quête du tout génétique ou d'une dictature de la transparence, mais dans une recherche de la réalité de la conception dans une logique de gestion éthique et non comptable. Elle demande que les personnes conçues par insémination artificielle puissent retrouver par le biais d'une institution leur dossier médical afin d'avoir accès à toutes les données identifiantes ou non et conteste que la législation se concentre exclusivement sur le donneur.

COMMENTAIRES ET REMARQUES DE LA SALLE

La tonalité des interventions est très majoritairement plutôt favorable à la levée de l'anonymat avec nuances : question des données non-identifiantes uniquement, question du double guichet (possibilité pour le donneur d'être anonyme ou pas) posée au nom des expériences suédoises et néerlandaises de pénurie relatives de donneurs dans les années qui ont suivi l'inversion du paradigme, ce système existant en Belgique et en Islande, et la notion, cependant non scientifiquement établie, que certains parents suédois se font inséminer au Danemark, question du (non-)parallélisme avec les enfants nés sous X est posée.

ATELIER Gestion pour autrui (GPA) : pratique altruiste ou exploitation du corps ?

La technique de gestation pour autrui est interdite en France. Elle pose de redoutables problèmes bioéthiques et soulève des questions sur le devenir des personnes ainsi engendrées et sur les relations des différents acteurs avec la mère porteuse.

Animé par Frédéric Supiot, modérateur, secrétaire de la Commission santé. Avec Candice Autin, gynécologue pratiquant la GPA à l'hôpital Saint-Pierre de Bruxelles ; Marie-Josèphe Bonnet, militante féministe, historienne et écrivaine.

CANDICE AUTIN

Il faut bien différencier trois situations :

1. mère porteuse où la personne qui porte l'enfant n'a pas de lien génétique ;
2. mère de substitution où il n'y a pas de FIV ;
3. dons d'ovocyte ou de sperme et mère porteuse (cas des couples homosexuels hommes).

Dans l'hôpital où elle travaille, Candice Autin ne pratique que ce premier cas, qui répond à des indications médicales (absence, pathologie congénitale ou acquise de l'utérus notamment). Cette pratique a un fondement juridique par défaut en Belgique mais les juges sont bienveillants. Elle est autorisée au Royaume-Uni et en Grèce. En Belgique, moins de 150 situations ont été traitées, dont 52 à Saint-Pierre en 15 ans. Écoute à 4 oreilles et refus de l'autoritarisme médical.

Au total, 28 grossesses dont 18 menées à terme (une gémellaire). Origine des 141 demandes : 63 Belges, 61 Françaises... Liens avec la gestatrice : sœur 33 %, belle-sœur 19 %, cousine 6 %, amie 27 %, internet 13 %. Il existe une possibilité de GPA non commerciale, humaine et respectueuse des différents intervenants. Complexité de la prise en charge des Français-es vu le climat...

MARIE-JOSÈPHE BONNET

- 1) Différencier la GPA pratique de riches et les mères porteuses, pratique de pauvres. Instrumentalisation du corps des femmes au nom d'un néolibéralisme aliénant où la procréation devient marchande : nouveau prolétariat féminin.
2. Question de fond de la stérilité : ce n'est pas une catastrophe, on peut s'épanouir sans enfant. Nous avons un problème de surpopulation et de raréfaction des ressources. La GPA nie la mère au profit de la filiation spermatique : retour en arrière patriarcal.
3. La médicalisation est une porte ouverte au marché.
4. Souffrance affective du nourrisson arraché à sa mère, les traumatismes pouvant ne réapparaître qu'une à deux générations plus tard. Action internationale en cours visant à interdire les contrats

de mère porteuse à l'échelle mondiale (cf. pétition à Hollande dans *Libération*). Nos ancêtres ont réussi à abolir l'esclavage, pourquoi ne pas interdire ce genre de contrat ?

SALLE

Deux grands types d'interventions sont relevés. Une partie de la salle considère légitime une « *exception de GPA* » qui prendrait la forme non-marchande et altruiste telle que décrite par Candice Autin ; une autre considère au contraire qu'il s'agit d'une pratique indéfendable éthiquement pour des raisons environnementales et sociales. Cette dichotomie ayant une composante générationnelle claire sur un mode « *liberté individuelle* » contre « *droits collectifs* ». Question des liens affectifs ultérieurs des enfants avec la gestatrice qui sont persistants sur la base de la littérature médicale et sur la question commerciale : seuls sont pris en charge les frais liés à l'arrêt de travail lié à la grossesse.

ORANGE : formation

Se former et s'informer,
des fondamentaux
aux nouvelles thématiques...

ATELIER Féminisme, genre, Lgbtiq : les concepts pour l'égalité

Après les débats houleux sur le mariage pour tou-tes, la stagnation et le recul de certains droits pour les femmes, la renonciation sur la PMA et la loi famille, il est urgent de se pencher sur les concepts qui permettent de réaliser l'égalité pour tous et toutes.

Animé par Chris Blache, Genre et ville, et Florence Pélissier, de la commission Féminisme. Avec Arnaud Alessandrin, sociologue à l'Université de Bordeaux, coauteur de la *Transcyclopédie* et de *La Géographie des homophobies* ; Edith Maruejols, doctorante en socio-géographie à l'Université de Bordeaux, autrice de l'étude "L'Offre de loisirs, filles-garçons" ; Ariane Tapinos, libraire féministe à Bordeaux, spécialiste de l'étude du genre dans la littérature enfantine ; Pascale Lapalud, urbaniste-designeuse, cofondatrice de Genre et Ville. À l'initiative de la Commission Féminisme et avec le soutien de la Commission LGBT.

GENRE – SEXE – SEXUALITÉ : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Par Arnaud Alessandrin

« *C'est un garçon* », « *c'est une fille* », ce que le médecin dit en énonçant ce qui se présente comme le réel, comme un fait de nature, est une phrase perfusée de représentations situées culturellement et historiquement.

La question du genre formule une reconnaissance des capacités individuelles à se défaire des injonctions, et la persistance des inégalités, des hiérarchies et de leur pouvoir.

Les revendications trans : dépathologisation, dépsychiatisation, question de l'homme enceint ; ou intersexe : sexe réassigné ne correspondant pas avec toute sa violence induite, nous éclairent sur la possibilité pour tous les individus, de pouvoir déclarativement choisir son sexe sans intervention médicale non consentie.

Ces questions qui peuvent paraître minoritaires sont en réalité majeures pour élargir le champ de ce que l'on considère comme étant une humanité vivable.

LA MIXITÉ FILLES/GARÇONS DANS LES LOISIRS DES JEUNES

Par Edith Maruejols

L'offre de loisirs subventionnée s'adresse en moyenne à deux fois plus de garçons que de filles.

Les filles décrochent au collège, or à chaque fois qu'une offre particulière est faite pour le public féminin (danse hip-hop, football et rugby féminin) ou un public mixte (orchestres de jeunes, théâtre, activités sportives de plein-air), elle remporte un franc succès. Quels murs invisibles les retiennent ? Les activités non mixtes masculines sont beaucoup plus importantes que les activités non mixtes féminines.

Forte prégnance des stéréotypes de sexe. Quelle place pour les filles et les garçons qui ne correspondent pas à ces stéréotypes ?

Cette éducation différenciée des garçons et des filles à l'usage de l'espace public ne prépare-t-elle pas l'hégémonie masculine dans la ville et le sentiment d'insécurité pour les femmes qui, parfois, en découle ?

GENRE ET LITTÉRATURE JEUNESSE

Par Ariane Tapinos

10 503 titres en littérature jeunesse parus en 2013. En dix ans la production jeunesse a augmenté de 50 %. La production jeunesse actuelle s'ordonne en matière de représentation des sexes autour de trois

grandes familles d'éditeurs : les idéologues, les opportunistes et les biens intentionnés.

- Les idéologues assument une vision où les rôles femmes hommes sont bien définis et bien différents et entendent y préparer les enfants.
- Les opportunistes appliquent une règle de base du marketing : segmenter pour vendre plus.
- Enfin, on continue à trouver des perles de sexisme même chez des éditeurs très bien intentionnés.

Restent les vraies questions qui sont à la fois celle de la diffusion de cette grande variété de titres : où trouve-t-on quels livres ? Et pour quelle part du marché ? Ainsi que l'hypernormativité dans la demande des client-es !

MÊME PAS PEUR

Par Pascale Lapalud

L'espace public, la rue, sont donnés comme lieux anxiogènes pour les femmes. Peurs, vraies ou construites, elles servent le discours sécuritaire.

En se saisissant d'une double entrée "identités et urbanisme" pour observer et subvertir nos modes d'appropriation de l'espace public, il s'agit de révéler les inégalités d'identités sur les territoires (pris au sens non pas d'un simple lieu mais d'un produit entre un espace physique et un pouvoir).

Comment le discours sécuritaire prédomine dès qu'il est question d'identités et de territoires ? Que sert ce discours ? De la nécessité de déconstruire non seulement les identités mais aussi les territoires pour affronter ses/ces peurs, et de s'interroger sur de nouveaux outils pour faire la ville et le vivre ensemble autrement.

ATELIER Les compétences régionales en transport et leur financement

Autorités organisatrices de transport depuis 2002, les Régions verront-elles leurs compétences élargies aux routes, transports départementaux, scolaires, ports et aéroports ? Avec quels financements et quelle proximité ?

Avec Jean-Marc Janailac, président de l'Union des transports publics ; Christian Broucarel, président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) Aquitaine ; Ronan Dantec, sénateur ; Jean-Yves Petit, vice-président de la Région PACA en charge des transports ; Bruno Duchemin, CFDT, corédacteur d'un rapport pour le CESE. Organisateur : commission Transports-Territoires d'EÉLV et Groupe écologiste au Sénat.

Jean-Yves Petit, vice-président EÉLV de la Région PACA en charge des transports, a débuté cet atelier en présentant les principaux enjeux liés à la réforme ferroviaire et à la loi MAPAM, déjà votées, ainsi que ceux liés au projet de loi de modernisation de l'organisation territoriale, en cours de discussion au parlement.

Jean-Marc Janailac a tenu à souligner les importantes avancées législatives en 2012 en matière d'intermodalité, de coopération institutionnelle, de

pôles d'échanges... Mais s'inquiète de la baisse de la contribution des usagers au coût du transport public : le ratio Recettes/Dépenses est passé de 39 à 31 % en France... et de 41 à 48 % en Allemagne. Au niveau du versement transport, les entreprises sont majoritairement favorables à un statu quo, d'où une réelle inquiétude sur l'idée d'en exonérer les entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Bruno Duchemin (CFDT) a présenté les grandes lignes du rapport qu'il a co-présenté au Conseil économique social et environnemental (trouvable ici : <http://www.lecese.fr/travaux-publies/la-transition-energetique-dans-les-transport>) :

- le CESE propose d'engager une transition énergétique, notamment dans les transports ;
- la voiture restera majoritaire, mais il faut démultiplier les alternatives à l'autosolisme ;
- il faut lier plans de déplacements urbains et plans de déplacements d'entreprises, et ainsi rationaliser l'offre de transport ;
- la révolution numérique doit permettre de développer le covoiturage et l'autopartage ;
- le rapport des individus à leur voiture évolue : il faut offrir des abonnements globaux de mobilité, sortir des schémas du passé et réfléchir à la société de demain : stop à l'étalement urbain, quid des projets de téléphérique ?

Sur la question du financement des compétences transport des régions, Ronan Dantec a présenté lors de cet atelier quelques pistes qui sont envisagées à ce jour :

- le transfert des ressources des départements et les économies d'échelle qui peuvent accompagner le transfert de la compétence aux régions ;
- Le "versement transport interstitiel" (l'extension du versement transport à l'ensemble du territoire national), que légitimerait davantage encore ce transfert : notion de versement transport régional ;

- la justification d'un versement transport additionnel par le fait que le ferroviaire représente l'offre structurante dans les agglomérations ;
- l'éco-redevance poids lourds qui, sauvée, pourra être étendue et régionalisée, du fait du transfert de compétences des routes.

Christian Broucarel de la FNAUT souligne que prendre les transports en commun reste encore trop compliqué : il y a encore de nombreux efforts à faire sur l'information voyageurs et sur le prix (du train notamment). Et si les TER ont progressé depuis la régionalisation, il y a aujourd'hui une grande menace sur les trains interrégionaux, les InterCités. Le covoiturage n'est pas la panacée.

Il souligne également l'importance de préserver les emprises autour des gares pour pouvoir développer des projets d'intermodalité par la suite.

Pierre Serne, vice-président EÉLV de la région Île-de-France en charge des transports revient sur les besoins de financement pour les projets de transport en commun. À ce jour, pour en développer de nouveaux, renforcer le report modal et remettre en état le réseau ferroviaire existant, les besoins sont colossaux. Le rejet du projet de taxe de séjour régional (2 €/nuitée) ne va pas aider, surtout que l'État va baisser de 11 milliards sa dotation aux collectivités. Il faut espérer que la rigueur budgétaire permettra de mieux sélectionner les projets les plus utiles...

ATELIER Le récépissé, outil de lutte contre le contrôle au faciès

Pour faire avancer la lutte contre les contrôles d'identité abusifs, cet atelier se propose de revenir sur l'établissement d'un récépissé qui serait délivré par l'agent qui effectue ce contrôle et sur l'évaluation des mesures prises en la matière par le gouvernement.

Avec Esther Benbassa, sénatrice ; Tewfik Bouzenoune, avocat à la cour et président de la commission Justice EÉLV ; Sihame Assbague, porte-parole du Collectif "Stop le Contrôle au Faciès".

Pour faire avancer la lutte contre les contrôles d'identité abusifs, cet atelier se propose de revenir sur l'établissement d'un récépissé qui serait délivré par l'agent qui effectue ce contrôle et sur l'évaluation des mesures prises en la matière par le gouvernement.

Cet atelier est revenu sur l'usage nécessaire du récépissé pour lutter contre les contrôles abusifs au faciès. Un acte clairement anticonstitutionnel selon les mots de Sihame Assbague, qui nous rappelle que le contrôle au faciès touche prioritairement ceux qui sont perçus comme « *jeunes* » (11 fois plus), « *noirs* » (6 fois plus que les « *blancs* »), ou « *arabes* » (8 fois plus) – Enquête “Police et Minorités Visibles : les contrôles d'identités à Paris”.

Le 16 novembre 2011, Esther Benbassa déposait au Sénat une proposition de loi allant en ce sens nous précise Tewfiq Bouzenoune.

Ainsi, le récépissé se compose de deux parties : l'une pour le policier, l'autre pour la personne contrôlée. Le document, qui ne comporte aucune donnée ethnique ou personnelle, permet ainsi d'avoir des données statistiques comme le nombre de contrôles, le motif et surtout d'évaluer leur efficacité.

Pour le collectif “Stop le contrôle au faciès”, représenté lors de cet atelier par Sihame Assague, le récépissé de contrôle est « *plus que nécessaire* » en France. « *Le contrôle d'identité est le seul acte de police qui ne laisse aucune trace* », rappelle-t-elle.

Des alternatives temporaires au reçu du contrôle d'identité sont proposées par le collectif pour lutter contre ces pratiques. Financée en partie par Esther Benbassa dans le cadre de sa réserve parlementaire, ce dernier a créé une application permettant de signaler des contrôles abusifs à n'importe quel moment. N'ayant aucune valeur juridique, la porte-parole du collectif propose que des vidéos soient faites lors de ces pratiques discriminatoires.

Il s'agit, à terme, de mettre en place une véritable politique du reçu du contrôle d'identité, et pour cela il conviendra de rester visible médiatiquement et représenté davantage sur la scène politique, notamment dans les institutions qui en décident.

ATELIER Négritude et écologie : autour de la figure d'Aimé Césaire

La négritude évoque l'importance d'une culture liée à l'Afrique sans pour autant rejeter l'Europe. Aimé Césaire en est un épice, notamment dans son rapport à la nature. Nous débattons ainsi de l'influence de la négritude dans la pensée écologique actuelle.

Animé par Frédéric Maintenant, groupe Afrique d'Europe Écologie Les Verts. Avec Balla Koné ; Bénédicte Monville-De Cecco, docteur en anthropologie sociale et ethnologie (EHESS).

Pourquoi Aimé Césaire aux Journées d'été d'EELV ? Certes, le centenaire d'Aimé Césaire a eu lieu l'année dernière, mais rien ne nous empêche de revenir sur les pensées d'un éminent homme de culture du XX^e siècle qui fut, comme Léopold Sédar

Senghor, un grand acteur politique d'abord en France et contrairement à Senghor... toujours en France par la suite, une France de 1982 décentralisée mais une France qui n'a toujours pas complètement réglé et assumé son passé colonial.

Négritude et écologie, c'est une évidence car la biodiversité est d'abord humaine.

Pour Frédéric Maintenant, « lire et relire Césaire, c'est voir devant soi la vie prendre, l'existant se muer, l'existence être, et comment assumer d'être écologistes si la vie n'est pas au centre de nos préoccupations, et quand je lis Césaire, je ressens cette virulence pas facile de l'être prenant forme et voulant s'affirmer. Et, en même temps Césaire nous parle de ce qui a toujours été là, cette nature, nature humaine, nature maternelle, mais, il n'en parle pas comme ça de but en blanc, il la fait émerger en nous à travers la science infinie de son langage, science qui couvre littérature et politique. La force de ses mots est sa fierté, on la sent toujours présente, mobilisatrice et, pour moi, elle me donne l'envie de vivre, la nécessité de continuer, et, là, je vois, je perçois ce qu'est la nécessité écologique d'être. Les Antilles, l'Afrique, la Négritude, sans les chercher, s'inscrivent alors en moi, comme inséparables de ce que je suis, et comme l'acteur blanc des Griotshango dans Soleil O de Med Hondo, je n'ai aucun problème, aucune gêne à dire: mais moi aussi je suis nègre ».

Ensuite a été diffusé un extrait d'une interview d'Aimé Césaire, puis un montage extrait de la pièce de Césaire : *Et les chiens se taisaient*.

Bénédicte Monville De Cecco a fait une présentation de l'histoire du problème de l'esclavage en Martinique en le liant à la pensée poétique et politique d'Aimé Césaire, faisant plusieurs analyses du vocabulaire étendu du poète, et mettant en avant l'importance de la nature dans sa pensée, tout en admettant des contradictions écologiques, comme la volonté de mettre en valeur les plantations de bananes.

Puis Balla Koné a évoqué l'importance d'Aimé Césaire dans le cursus des élèves maliens, soulignant l'implication politique en Afrique de la Négritude, soulignant la fierté retrouvée d'être noir et intellectuel, mais que Négritude et couleur de peau ne se confondaient pas.

ATELIER Un tourisme durable est-il possible ?

Avec plus de 80 millions de visiteurs par an, la France est la première destination touristique mondiale. Quelles politiques publiques faut-il mettre en œuvre pour développer un tourisme durable ? Mais écologie et tourisme sont-ils compatibles ?

Avec Claude Comet, conseillère régionale de Rhône-Alpes, déléguée au Tourisme et à la Montagne ; Frédéric Pierret, directeur général de L'Alliance 46.2 (ex-directeur exécutif de l'Organisation mondiale du tourisme) ; Caroline Mignon, directrice de l'Association pour le tourisme équitable et solidaire ; Blandine Vernardet, directrice de la Société d'économie mixte locale (SEML) Piau Engaly.

En 2013, nous avons dépassé le milliard de touristes par an en France, et les prévisions montrent que ce secteur va continuer de prendre de l'importance (prévisions : dépassement des 100 millions en 2020). C'est à ce jour la première industrie de services au monde.

En juin 2014, des assises du tourisme ont permis de faire le point sur ce secteur et son avenir mais la question de tourisme durable reste très peu abordée : il n'y avait aucune table ronde sur les conséquences de cette activité sur les patrimoines naturel et culturel. La priorité reste l'attractivité.

**CLAUDE COMET, CONSEILLÈRE RÉGIONALE ÉÉLV,
DÉLÉGUÉE TOURISME ET MONTAGNE
EN RHÔNE-ALPES**

Il est important de ne pas réduire la montagne à sa dimension touristique, même c'est une composante importante.

En Rhône-Alpes, on essaye d'étendre les temps sur les 4 saisons et ne pas limiter les projets sur l'hiver. Exemple : création de vélo routes, du lac Léman à la Méditerranée (Viarhônga sur tous les départements de Rhône-Alpes). C'est un axe structurant pour le tourisme du XXI^e siècle sur toute la région.

La vision écologiste consiste à rapprocher le tourisme de l'aménagement du territoire et pas seulement de l'économie. C'est une richesse à assumer et à accompagner.

**BLANDINE VERNARDET,
DIRECTRICE DE LA SEM PIAU ENGALY
(250 HABITANTS PERMANENTS)**

Piau Engaly est une station de ski de taille moyenne pour les Pyrénées au centre de la chaîne qui existe depuis quarante ans. Elle est en déclin depuis 6-7 ans dû à la concurrence avec les stations proches. L'hébergement est limité et un peu ancien, des projets de rénovation sont nécessaires.

Cette station doit maintenant s'interroger sur son avenir : comment renouveler la station dans un modèle pérenne et pertinent ?

C'est un territoire classé en bordure d'un parc naturel et il présente donc des atouts réels pour trouver un modèle équilibré toute l'année. Nous devons développer un projet respectant la nature, basé sur l'humain qui ancre ses racines dans le passé (les valeurs, l'histoire, les traditions) et qui nécessite la participation active des habitants, parties prenantes du développement de leur territoire. C'est un projet ambitieux qui offre la promesse d'un séjour réellement différent : « *Vous trouverez chez nous ce qu'on ne vous offre nulle part ailleurs* ». Ce positionnement permet d'envisager une vie économique sur le territoire pas seulement l'hiver.

L'objectif est d'amener les professionnels, les propriétaires de résidences secondaires comme les habitants à s'approprier des règles en matière de respect de la qualité de vie, d'habitat naturel et de vie sauvage, d'alimentation locale et durable,

d'utilisation raisonnée de l'eau, d'organisation des transports, de réduction des déchets ou d'émissions de carbone, etc. Assurer la pérennité du village en continuant à vivre du tourisme en proposant un tourisme différent et différenciant.

**PHILIPPE BERNEZ,
DIRECTEUR DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE
DES STATIONS VERTES**

Le label "stations vertes" a 50 ans et à ce jour il y a plus de 500 stations labellisées. 60 % de ces communes ont moins de 2000 habitants. Plus de 660 000 emplois sont concernés.

**NICOLAS MARTIN,
DG OFFICE DE TOURISME MUNICIPAL
DE BORDEAUX**

À Bordeaux, le tourisme de loisirs est entrain de rattraper le tourisme d'affaires, même si ces touristes ne sont pas toujours faciles à comptabiliser : Airbnb, coachsurfing, hébergement chez des amis, etc. Les chiffres sont donc à prendre avec de « *grosses pincettes* ».

Bordeaux serait aujourd'hui la 4^e ville mondiale vélo et la 1^{ère} en France. La ville est labellisée "Territoire pour tous" (réflexions sur le développement durable pour les habitants qui profite aux touristes).

On peut passer ses vacances ici sans voitures : vélo, tram, circuits pédestres, bateau, les moyens de transports à disposition des touristes sont nombreux et variés, ce qui est une véritable valeur ajoutée pour les publics d'Europe du Nord.

En termes d'image, le patrimoine vinicole est une opportunité extraordinaire pour la visibilité de la ville pour les clientèles étrangères.

Un nouveau défi est maintenant d'agglomérer les territoires existants dans un tourisme régional (lier Biarritz, Arcachon, Cognac, etc.) car il manque une identité territoriale forte et séduisante.

**PHILIPPE FREMEAUX,
ÉDITORIALISTE À ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES**

Le point de vue du territoire et de l'économie ne suffit pas, il faut également s'interroger sur la demande sociale.

Quelques chiffres : plusieurs millions de Français ne sont pas partis en vacances en 2013. 21 millions de

personnes n'ont pas quitté leur domicile une seule journée (300 000 de plus chaque année).

Enquêtes ANCV : forte proportion française n'est pas partie depuis 5 ans.

Il existe plusieurs facteurs à cette sédentarité : facteurs économiques, socioculturelles (autocensure).

Il existe également des enjeux de saisonnalité, de répartition sur le territoire (notamment hors Paris, voire Rhône-Alpes et PACA), de qualité de l'emploi, d'environnement (lois Littoral et Montagne, agriculture productiviste...).

L'objectif pour les écologistes est de concilier un « *slow tourism* » dans une perspective de réduction du temps de travail et de reconquête de la proximité.

PARTICIPATION

ET TÉMOIGNAGES DE LA SALLE :

- Intervention de Marie-Pierre Bresson, adjointe au tourisme à Lille : il y a une vraie question sociale ; il faut d'abord permettre aux Lillois de découvrir la

richesse de leur territoire. Peut-être en créant des fonds de compensation carbone ? Repenser et soutenir le droit aux vacances.

- Écotourisme à Nantes : un tourisme local passant notamment par les artistes. Réseau « *Greeters* » : des bénévoles qui accueillent gratuitement des touristes – ces projets permettent aux habitants de valoriser eux-mêmes leur patrimoine.

- Center Park aux Chambarans (« *NDDL local* »). Accepter le développement touristique local, oui, mais pas n'importe lequel. Il est important de mailler le territoire et d'éviter la concentration sur un nombre réduit de stations.

- En Ardèche, prédation sur la rivière. Le secteur touristique est un lobby et non pas un projet de territoire. Se pose également la question de la forte précarité des personnels saisonniers.

ATELIER La République centrafricaine, un pays au cœur d'une sous-région en mal d'écologie

Un des moteurs de la crise en RCA est l'appropriation de ses ressources naturelles (pétrole, diamants, forêts, eau, etc.) par des puissances étrangères plus ou moins éloignées. Comment gérer durablement ces ressources au profit de la population ?

Animé par Benjamin Bibas, coresponsable du groupe Afrique d'EÉLV. Avec François Passema, Comité d'action pour la conquête de la démocratie en Centrafrique - RCA ; Narcisse Kamayenwode, EÉLV Bègles - RCA ; Frank Kodbaye, journaliste - Tchad ; Kalliopi Ango Ela, ancienne sénatrice EÉLV des Français établis hors de France (2012-2014) ; Balaam Facho, Forum des Organisations environnementales du Tchad (FORET) ; François Missengue, cercle La Rupture (Congo-Brazzaville) ; Raimundo Ela Nsang, coalition pour la Restauration de la Démocratie (CORED) en Guinée équatoriale).

Le but de cet atelier était double : analyser les causes du conflit en République centrafricaine (RCA) sous un angle écologique ; proposer des solutions de sortie de crise impliquant tous les pays d'Afrique centrale.

naturelles du pays (diamant, pétrole, bois, riche sous-sol forestier, eau...) et notamment de sa région Nord. Elle est alimentée par le Tchad avec la bienveillance de puissances plus lointaines (pays arabes du golfe persique, Chine...).

François Passema et Narcisse Kamayenwode estiment que sous des dehors de conflit communautaire, la guerre en RCA vise l'appropriation des ressources

Par-delà l'intervention militaire française, la sécurité des Centrafricain-es ne pourra être rétablie que par l'augmentation du dispositif militaire onusien à

environ 15 000 hommes répartis sur l'ensemble du pays. La RCA devra ensuite être mise sous tutelle de l'ONU pendant un an ou deux, le temps d'organiser des élections et une justice crédibles. Pour Frank Kodbaye, la guerre en RCA ne peut être enrayerée à moyen et long terme que par une coopération régionale visant une gestion durable des ressources naturelles de la RCA et d'Afrique centrale au profit des habitants de la sous-région.

Kalliopi Ango-Ela abonde en ce sens, concluant sur l'importance de la gestion collective du foncier, dont le cadastre administratif recèle des conflits durs et infinis. Des écologistes de pays voisins ont discuté ces propos. Balaam Facho (Tchad) pense que la déstabilisation de la RCA est une politique délibérée menée par le président tchadien Idriss Déby.

François Missengue (Congo-Brazzaville) a parlé d'une véritable razzia asiatique sur la faune et la flore de la forêt du "rectangle vert" (Congo, Gabon, Cameroun, RCA). Raimundo Ela Nsang (Guinée équatoriale) a appelé à la création d'un syndicat des opposants écologistes aux régimes dictatoriaux d'Afrique centrale : si la situation se débloque dans un pays, celui-ci deviendra une base arrière pour que les écologistes des pays voisins puissent s'organiser.

ATELIER Le vélo, premier mode de transport de demain ?

Après le succès du vélo sportif et du vélo loisir, l'essor et le succès de ce mode de déplacement entraîne des transformations dans nos modes de vie et nos représentations, qui en font un bon outil de la transition écologique dans laquelle la France doit s'engager.

Animé par Ludovic Bu, consultant en mobilités durables. Avec Dominique Lebrun, coordonnateur interministériel pour le développement de l'usage du vélo ; Jean-Marie Darmian, maire de Créon, président du Club des villes et territoires cyclables ; Christophe Najdovski, adjoint au maire de Paris, chargé de toutes les questions relatives aux transports, à la voirie, aux déplacements et à l'espace public ; Françoise Coutant, vice-présidente de la Région Poitou-Charentes, chargée des transports ; Gérard Chausset, élu EÉLV à la Communauté Urbaine de Bordeaux. Organisateur : commission EÉLV Transports-Territoires et Club des Villes et Territoires Cyclables.

GÉRARD CHAUSSET (BORDEAUX)

Exemple de Bordeaux pour le vélo en libre-service : le service "V CUB", contrairement à d'autres modèles, à Bordeaux, ce système n'est pas lié à la rentabilité du secteur publicitaire mais est adossé à la délégation de service public sur les transports urbains. Au final, ce sont 1 400 vélos, 16 000 abonnés et 3 M€ /an.

Selon Gérard Chausset, trois batailles sont à mener conjointement sur :

- les finances et l'innovation ;
- la reconquête de l'espace public ;
- la bataille culturelle, celle des comportements.

CHRISTOPHE NAJDOVSKI (PARIS)

Des objectifs parisiens pour permettre l'augmentation de la pratique du vélo : généralisation à terme (2 020) du 30 km/h (sauf pour les artères principales), généralisation des doubles sens cyclables, des sas et des tourne-à-droite aux feux.

Des améliorations à apporter conjointement à un travail continu d'identification des freins à l'usage du vélo (volume de la circulation automobile, insécurité routière, absence d'infrastructures dédiées, de stationnements sécurisés, etc.).

**FRANÇOISE COUTANT
(RÉGION POITOU-CHARENTES)**

Il est nécessaire que la pratique et le développement de l'usage du vélo soient pris en compte dans toutes les politiques régionales, d'aider au développement de filières industrielles (exemple : les vélos à assistance électrique) et de conditionner les subventions aux aménagements routiers, de gares...

**DOMINIQUE LEBRUN
(COORDONNATEUR INTERMINISTÉRIEL)**

Présentation du Plan d'Aide aux Mobilités Actives (PAMA), dont en particulier :

- l'augmentation des amendes pour stationnement automobile sur pistes cyclables ;
- la suppression du stationnement automobile 5 mètres avant les feux ;
- l'autorisation de franchir une ligne continue pour doubler un vélo ;
- l'indemnité kilométrique vélo (à ce jour, il y a seulement 20 entreprises volontaires pour expérimenter).

**JEAN-MARIE DARMIAN
(CLUB DES VILLES ET TERRITOIRES CYCLABLES)**

Ce Club réunit 1 400 collectivités ; certaines (de droite) commencent aujourd'hui à quitter le club et redéveloppent la place de la voiture en ville.

Par rapport à la SNCF, les relations ne sont pas toujours faciles, nous devons continuer de faire valoir nos idées et nos choix ?

Les ventes de vélos à assistance électrique sont en hausse continue (+20 % par an). Par contre, comme

le soulignait Françoise Coutant, il est nécessaire de soutenir / d'aider les fabricants nationaux.

En tant que maire de Créon (33), Jean-Marie Darmian avait fortement développé la pratique et au final, toute une économie autour du vélo. Exemple de certaines de ces actions :

- suppression du ramassage scolaire par cars et interdiction des automobiles aux abords des écoles, au profit du développement de circuits de pédibus et vélobus ;
- signatures de contrats de déplacements familles/mairie, dont accès gratuit à un vélo une semaine par an ;
- accord avec une ressourcerie pour des vélos à 12 € ;
- organisation de classes vertes (transplantées) seulement si à vélo...

**LUDOVIC BU (COMMISSION
TRANSPORTS-TERRITOIRES D'EÉLV)
INTERROGE LES INTERVENANTS
SUR L'EXISTENCE D'UN CHANGEMENT
CULTUREL DURABLE :**

- Gérard Chausset : on ne reviendra pas en arrière.
- Christophe Najdovski : moment de vérité à la rentrée avec les arbitrages budgétaires.
- Jean-Marie Darmian : ça repose souvent sur une personne, de droite ou de gauche.

POUR ALLER PLUS LOIN :

Frédéric Héran : *Le retour de la bicyclette.*

Les Désobéissants : *Désobéir à la voiture.*

Olivier Razemon : *Le Pouvoir de la pédale.*

ATELIER Quelle réponse politique face à l'offensive de Poutine ?

La politique du Kremlin est présente sur tous les dossiers internationaux et sur le terrain (Russie, Ukraine, Syrie...). Il s'agit de comprendre les dynamiques internes de la Russie et sa stratégie internationale, et de réfléchir à la réponse politique à apporter face à sa progression.

Animé par Anne Rio. Avec Jean Radvanyi, géographe à Langues'O ; Anna Garmash, porte-parole de EuroMaidan France ; Alexis Prokopiev, président de Russie-Libertés.

JEAN RADVANYI

Une relative liberté d'expression a conduit aux grandes manifestations de l'hiver 2011-12, très importantes, mais à l'échelle de la population, marginales. Le discours de Poutine du 18 mars marque le tournant vers ce nouveau patriotisme russe qui prend les Russes dans le sens du poil. La propagande est absolument extraordinaire et l'adhésion au discours semble massive. Il ne faut pas négliger les sentiments critiques. Poutine considère que les sentiments nationalistes sont l'avenir. Étant le premier à choisir cette option de manière déterminante, il pense rassembler une nouvelle Eurasie sur cette base. Depuis 1999, les Russes posent les mêmes questions. Il faut renégocier l'état du monde et discuter d'une nouvelle structuration des RI. Le monde n'est plus bipolaire, n'est pas unipolaire, mais il est multipolaire et la Russie sera un acteur majeur. À tort, les Américains et les Européens ne répondent pas à ces questions.

ANNA GARMASH

Le patriotisme russe est façonné par une volonté de puissance, en mémoire de l'URSS. Sa chute puis l'état dramatique de la Russie ont été perçus comme une humiliation. Maintenir la zone d'influence en Ukraine permet de maintenir le statut de la Russie. Pour rester au pouvoir, il faut bénéficier d'une opinion publique favorable, mais aussi conforter la population autour d'une idée. Pour présenter le mouvement de Maidan, les autorités et les médias russes ont invoqué le souvenir de WWII et ne l'ont pas présenté comme un mouvement populaire même s'il avait beaucoup de similitudes avec les manifestations russes.

Au vu des interventions en Ukraine, en Géorgie et en Transnistrie, l'Ukraine veut se protéger et adhérer à l'OTAN. Au début, les manifestants ukrainiens s'attendaient à un grand soutien de la part de l'UE. Aujourd'hui, ils ne s'attendent à rien.

ALEXIS PROKOPIEV

Depuis 2012, on observe des arrestations massives d'opposants, la promulgation de lois liberticides et une vague de pression sur les ONG. Ils sont qualifiés de « nationaux traîtres ». Auparavant, dans la société russe, il y avait une possibilité de débat. Aujourd'hui, les échanges sont impossibles. Il faut poser des questions de géopolitique mais il ne faut pas oublier la volonté des personnes. Des milliers d'Ukrainiens sont sortis dans la rue pendant plusieurs mois pour changer les choses.

JEAN-MARC DENJEAN

La résurgence du nationalisme est un phénomène européen. Les actions du gouvernement russe ne découlent pas des récentes manifestations mais du projet géostratégique défini en 1999. Il comporte un pan sur la reconstruction du complexe militaro-industriel. Un pays qui se reconstruit sur des bases militaires est en soi porteur de dangers.

GÉRARD LEVY

Depuis 1989, un nouvel esprit de confiance dans les relations UE/Russie a été entravé par des erreurs stratégiques venant de l'Ouest : l'entrée dans l'OTAN des PECO et le bouclier antimissile. Il faut faire un reset.

ROSE : FORUMS

**Vous connaissez le principe :
un amphi surchauffé,
une atmosphère moite et...
des débats passionnants.**

FORUM **Entre le karcher et la dynamite**

Comment construire une politique écologiste du renouvellement urbain ? La politique urbaine des quartiers populaires s'est longtemps construite sur un vocabulaire guerrier (zones de non-droit, espaces à reconquérir...) et les habitant-es sont encore souvent considéré-es comme une menace qu'il conviendrait de diluer dans des politiques de mixité sociale. Conscients des inégalités et des difficultés qui frappent les quartiers populaires, les écologistes doivent imaginer une autre politique du renouvellement urbain, élaborée avec les habitant-es et dans leur intérêt.

Avec Renaud Epstein, maître de conférences en Sciences politiques à l'Université de Nantes, spécialiste de la politique de la ville et de la rénovation urbaine ; Clément Rossignol Puech, élu à Bègles ; Marie-Hélène Bacqué, sociologue et urbaniste ; Mohamed Mechmache, fondateur d'AC le feu, auteur du rapport "Pour une réforme radicale de la politique de la ville, Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires" ; en dialogue avec François Xavier Leuret, responsable des Pact du Sud-Ouest et Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EÉLV.

Peut-on parler de réussite de la rénovation urbaine mais d'échec de la politique de la ville ? Quelle pourrait être une politique écologiste du Plan National de la Rénovation Urbaine ?

RENAUD EPSTEIN, POLITISTE

En 2003, la loi Borloo lance le PNRU avec deux objectifs flous : mixité et développement durable. L'objectif de développement durable a été oublié, effaçant la logique de projet transversal au profit d'une mise en concurrence des territoires avec des appels à projet. L'échec concerne aussi l'objectif de mixité : les quartiers rénovés restent des quartiers populaires de minorités. Mais on peut s'en réjouir, tant la pertinence de l'objectif initial apparaît discutable.

La loi Lamy peut permettre d'impulser plus d'écologie. Mais les cultures des décideurs en sont très éloignées. La chance, c'est que le dispositif sera concentré sur 200 villes.

CLÉMENT ROSSIGNOL PUECH, ÉLU À BÈGLES

Le projet ANRU a concerné le quartier Terres neuves : reconstruction puis démolition, permettant aux habitants de rester à Bègles. La démolition est imposée pour être éligible à l'ANRU. Le quartier a bénéficié de l'arrivée du tramway et d'une mixité fonctionnelle et sociale. Enfin, la participation des habitants est très difficile une fois que la machine ANRU s'enclenche.

FRANÇOIS-XAVIER LEURET, DIRECTEUR DES PACT SUD-OUEST

Il est vrai que l'État incitait souvent à démolir, ce qui n'était pas toujours utile. La politique de la ville essaie de gérer principalement des impasses physiques et sociales.

Dans les quartiers ANRU, les bailleurs sociaux sont très puissants. À l'inverse, dans les quartiers anciens les pouvoirs se sont sédimentés en fonction de la propriété privée. Un bon équilibre est souvent la clef de la réussite.

MARIE-HÉLÈNE BACQUÉ, SOCIOLOGUE

Le rapport Mehmache-Bacqué a voulu montrer qu'il faut redonner aux citoyens le pouvoir d'agir avec plusieurs propositions : autoriser le droit de vote des étrangers, donner de l'autonomie à la vie associative en créant un fonds d'appui pour une démocratie d'interpellation, associer les habitants au CA de l'ANRU, améliorer la co-formation des élus, habitants et techniciens, instaurer des "tables de concertation", avec des moyens pour fonctionner.

Depuis, une dynamique s'est lancée avec la création d'une coordination indépendante des quartiers populaires, "Plus sans nous", avec une centaine de quartiers représentés.

EMMANUELLE COSSE, VICE-PRÉSIDENTE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EN CHARGE DU LOGEMENT, ET SECRÉTAIRE NATIONALE D'EÉLV

L'IDF a financé 1,4 Md€ pour la rénovation urbaine, (plus que toutes les autres régions réunies) et siège au CA de l'ANRU. La rénovation n'a pas répondu aux objectifs initiaux, mais a eu de bonnes conséquences sur l'image ou le désenclavement. Le financement de l'ANRU provient surtout du 1 % Logement et des collectivités locales. Dans les prochains contrats État-Régions, des régions qui n'ont jamais financé devront s'engager.

Il faut forcer les bailleurs à prendre en compte les habitants et il faut en finir avec le dogme du tout-démolition.

FORUM Quelle défense demain ?

Depuis 2012, nos élu-es se sont prononcé-es sur plusieurs décisions géopolitiques majeures et ont publié un *Livre vert de la défense*. Ce forum permettra de faire la synthèse de ces réflexions et de préparer les rendez-vous à venir : doctrine, traités de non-prolifération, choix industriels (simulation).

Avec Leïla Aïchi, sénatrice de Paris et membre de la commission des affaires étrangères et de la défense ; Cécile Duflot, députée de Paris et membre de la commission de la défense et des forces armées ; François de Rugy, coprésident du groupe écologiste de l'Assemblée nationale et membre de la commission de la défense et des forces armées ; Dominique Lalanne, Président du collectif Armes nucléaires STOP ; Patrice Bouveret, directeur de l'observatoire des armements ; Gérard Lévy, animateur de la table ronde, président de la commission Paix et Désarmement ; Jean-Marc Louvet, représentant de l'association Negajoule.

Les parlementaires écologistes et la commission Paix et Désarmement ont organisé cet atelier sur le thème "Quelle défense demain ?" qui a permis de dresser un large panorama des positions écologistes en matière de défense.

François de Rugy a ouvert la discussion en regrettant que le débat sur la loi de programmation militaire n'ait pas permis d'effectuer des choix stratégiques, budgétaires et industriels plus responsables. Leïla Aïchi a présenté son *Livre vert de la défense*, qui prône notamment une meilleure prise en compte des enjeux écologiques dans l'analyse géopolitique.

Cécile Duflot a rappelé les fondements philosophiques et politiques de la non-violence. Dominique Lalanne a proposé une analyse critique de la situation française en matière de désarmement nucléaire. Patrice Bouveret a développé l'idée d'un meilleur contrôle des exportations d'armement. Enfin, Jean-Marc Louvet a souligné les effets pervers du programme de simulation mégajoule et a alerté sur les risques qu'il représente pour la région bordelaise.

FORUM Faut-il en finir avec le “front républicain” ?

Le Front national est aujourd’hui en mesure de gagner seul des cantons, des circonscriptions, des villes... et après ? Cette « *irrésistible ascension* » ébranle les stratégies des états-majors politiques : tout un pan de l’électorat ne répond plus à l’appel du « *front républicain* ». Face au FN, la victoire des partis de gouvernement n’est plus systématique. Entre rejet de « *l’UMPS* » et stratégie de victimisation, le FN a su tirer parti de sa mise à l’écart. Le « *front républicain* », longtemps solution miracle, n’est-il donc pas devenu un leurre ?

Animé par Marine Tondelier, conseillère municipale d’opposition d’Hénin-Beaumont. Avec Bernard Stiegler, philosophe, auteur de *Pharmacologie du Front national* ; Joël Gombin, politologue, auteur d’une thèse sur le vote FN ; Erwan Lecœur, sociologue, auteur du *Dictionnaire de l’Extrême droite*.

L’idée de cet atelier a émergé sur la liste de discussion du groupe de travail d’EÉLV de Lutte contre l’extrême droite.

Lors des précédentes élections, la question de ne pas avoir de candidats dès le 1^{er} tour dans certaines villes, cantons ou circonscription s’est posée. Le débat a également lieu dans certaines régions pour 2015 et certains commencent même à expliquer qu’il faudrait, pour faire barrage au Front national, soutenir le candidat socialiste dès le 1^{er} tour en 2017.

À Hénin-Beaumont, les Municipales ont démontré que l’alliance PS/PC/EÉLV au premier tour n’avait pas suffi à « *faire barrage* ». Pire, elle aurait contribué à faire gagner le FN dès le 1^{er} tour, beaucoup de nos électeurs respectifs n’ayant pas souhaité se déplacer car étant froissé par la présence de tel ou tel logo sur le bulletin de vote.

Au fond, le front républicain serait un peu comme des digues que l’on construirait contre la montée des océans : elles peuvent être rassurantes à court terme mais ne sont pas efficaces à long terme.

Pour commencer, Joël Gombin est revenu sur les origines du front républicain, qui remontent à la III^e République. À l’époque, il s’agissait de faire barrage à la droite monarchiste en s’alliant au candidat de gauche le mieux placé.

Dans les années trente, la menace fasciste a ensuite donné lieu à la création du Front populaire en France,

puis en 1956, suite à l’échec de Pierre-Mendès France sur la question coloniale et la montée du poujadisme, les Législatives donneront lieu à une coalition électorale de centre gauche, que Jean-Jacques Servan-Schreiber nommera, dans *l’Express*, « *le Front républicain* ».

Depuis le 21 avril 2002, le front républicain est à entendre dans le sens de l’opposition électorale au Front national.

Pour Erwan Lecœur, le front républicain n’a en fait jamais vraiment existé en tant que tel. Le front républicain, c’est en fait le piège du lepenisme. Il y a en réalité pas “un” Front national mais onze tendances (la tendance Le Pen, les royalistes, les bonapartistes, etc.). Le terme « *front républicain* » est donc un mot-valise pas très efficace puisqu’il donne l’impression qu’il y a un ennemi, unifié, homogène, ce qui n’est en réalité pas le cas.

Le FN a été en tête au second tour dans 403 cantons en 2011, et dans 61 circonscriptions en 2012.

On constate que l’accès du FN aux postes va souvent de pair avec leur dé-radicalisation. En ce sens, la proportionnelle semble donc une bonne solution pour les combattre à long terme.

Pour Bernard Stiegler, nous vivons le drame d’une société qui va mal et qui risque d’aller de plus en plus mal. Nous sommes dans l’obligation de fonctionner avec un modèle industriel d’automatisation

généralisée pour faire face à l'accroissement démographique. Les entreprises les plus rentables sont aujourd'hui automatisées (voir Bill Gates, Amazone, Foxconn...). L'automatisation touche également les consommateurs et les individus en général dans nos comportements quotidiens. Cela conduit à une accélération du processus marxiste de prolétarianisation accrue, du fait de l'automatisation.

Selon lui, le problème n'est pas la fin du travail mais la fin de l'emploi et le début du travail. Il faudrait préférer un revenu contributif qui développe les capacités des gens au sens d'Amartya Sen. La vraie question est celle de la redistribution du pouvoir d'achat.

FORUM Économie et écologie

Il existe, entre le système économique actuel et l'écologie, des points de friction : croissance infinie versus ressources limitées, dérèglement climatique et perte irréversible de la biodiversité ; exigences des marchés financiers et dettes des États versus financement de la transition écologique, et lutte contre les inégalités ; libre marché mondial versus résilience des territoires. L'écologie implique-t-elle la refondation de l'économie ? L'évolution des comportements des acteurs économiques, notamment des entreprises, doit permettre la construction démocratique d'une économie écologiste.

Forum coorganisé par Jean Morlais pour le groupe de travail Économie écologiste et par la Fondation pour l'écologie politique (FEP). Animé par Christelle de Crémiers, enseignante "Marchés financiers et crises" en Master 2, animatrice du groupe de travail Imaginer une économie écologiste ; Lucile Schmid, vice-présidente de la FEP, membre du Bureau exécutif d'ÉÉLV. Avec Pierre Ducret, PDG de la Caisse des Dépôts et Consignations Climat ; Philippe Lamberts, coprésident du Groupe des Verts au Parlement européen. Marie-Monique Robin, auteure et réalisatrice, présentera un extrait de son prochain film : *Sacrée croissance !*

Pour Marie-Monique Robin, journaliste et réalisatrice, notre économie est fondée sur un dogme : la croissance illimitée. Il y a deux obstacles majeurs à la prise en compte de la finitude des ressources :

- la formation des politiques à ce dogme unique. Aujourd'hui, quand le revenu augmente de 2 200 euros par an, on émet une tonne de plus de CO2 par an et la croissance ne crée plus automatiquement des emplois ;
- les collusions entre responsables politiques et responsables des multinationales et du secteur bancaire.

Son film *Sacrée croissance !* montre qu'il y a partout dans le monde des personnes qui ont compris qu'il faut préparer la résilience post-croissance en se réappropriant trois domaines fondamentaux de la vie quotidienne :

- la production alimentaire, notamment pour les urbains, à travers des petits producteurs et des circuits courts ;
- la production d'énergie à travers des coopératives ;
- la création monétaire via les monnaies locales.

Pierre Ducret, PDG CDC Climat, se situe dans « le réel », c'est-à-dire dans le jeu du marché et de la compétition entre les acteurs économiques. Grâce à la concurrence, qui est un moteur formidable, la croissance du PIB vert est possible. Pour barrer la route au réchauffement climatique et stimuler le nécessaire « *verdissement de la croissance* », il faut d'urgence :

- Mobiliser les capitaux privés, dont les multinationales. Comment sinon alimenter un fonds « vert » de 100 milliards de dollars par an ? ;
- utiliser la compétition entre les États et entre les entreprises : la coopération est insuffisante face à la taille du défi ;

- « ruser » avec les marchés. Les pouvoirs publics disposent de deux leviers : la norme et le prix (dont la fiscalité) afin d'accélérer la substitution des investissements privés ;
- favoriser l'entrepreneuriat : 1 000 entreprises qui fabriquent la technologie et les services nécessaires à la transition. En France, 10 000 entreprises qui diffusent ces technologies et ces services (BTP) ; 4 000 000, toutes les autres entreprises qui les utilisent pour transformer leurs process de production.

Philippe Lamberts, coprésident du groupe écologiste au Parlement européen, rappelle que dans ce combat pour une alternative à la croissance, on se heurte aux intérêts des 1 %. Une minorité qui recherche une seule chose : du rendement élevé à court terme et garanti par l'État. Donc, avec eux, ce n'est pas de la ruse, c'est du rapport de forces. On se heurte en

permanence aussi à la fatalité des 99 % : « *il n'y a pas d'alternative* ».

Comment partager des ressources finies (et non « *les fruits de la croissance* ») ? Quelle justice distributive pour les 200 millions de chômeurs du monde et l'accroissement des pauvres ? Face à ces deux questions « *casse-gueule* » politiquement, il vaut bien mieux répondre que demain la croissance reviendra et résoudra tout.

La fin de l'énergie abondante sonne le nécessaire avènement d'un autre système, où l'on finance la sécurité sociale sans croissance. Car le découplage n'a jamais été observé. Les économistes répondent que si le modèle actuel ne correspond pas à la nature, alors il faut changer la nature ! Non, il nous faut un nouveau modèle économique fondé sur la réalité des limites.

FORUM Décentralisation et démocratisation

L'acte III de la décentralisation est en route... Plus qu'une réforme technique, il doit être l'occasion de rapprocher les institutions des habitant-es en permettant à ceux-ci d'intervenir plus directement dans les décisions qui engagent notre avenir à tou-tes. Parlementarisation, modes de scrutin, démocratie directe, professionnalisation : quel bilan tirer de trente ans de décentralisation ? L'acte III remédiera-t-il à certaines carences ? Quelles doivent être les revendications prioritaires des écologistes en la matière ?

Animé par Olwen Denes et Martin Siloret, de la commission Régions et Fédéralisme. Avec Gérard Onesta, vice-président du Conseil régional de Midi-Pyrénées ; Alexandra Cusey, coprésidente du groupe EÉLV au Conseil régional de Rhône-Alpes ; Bastien François, conseiller régional, professeur de sciences politiques. Proposé par la commission Régions et fédéralisme [comm.regions-federalisme@listes.eelv.fr].

BASTIEN FRANÇOIS (PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES, CONSEILLER RÉGIONAL EÉLV - ÎLE-DE-FRANCE) :

La décentralisation n'a jamais été vraiment pensée en termes de démocratisation, mais plutôt d'administration. Par exemple, il n'y a qu'en Corse que pouvoir exécutif et pouvoir législatif sont séparés. En termes de compétences, on est restés dans un modèle jacobin visant à transférer de manière uniforme les compétences d'État, en laissant très peu de place à l'expérimentation et à la différenciation. Enfin, les institutions décentralisées ne laissent

aucune place à la prise en compte du long terme... Cette exigence mérite d'être étudiée, comme à l'échelle nationale d'ailleurs.

ALEXANDRA CUSEY (COPRÉSIDENTE DU GROUPE ÉCOLOGISTE AU CONSEIL RÉGIONAL DE RHÔNE-ALPES, CORESPONSABLE DE LA COORDINATION DES ÉLUS RÉGIONAUX EÉLV) :

Dans la réforme en cours, la reconnaissance de « *régions fortes* » se fait principalement au service de la compétition entre territoires voire de la « *mise*

en œuvre des stratégies nationales ».

Les avancées concrètes sont en fait très limitées : le « *droit d'interpellation* » envers le gouvernement existe déjà de facto via l'ARF ; les schémas prescriptifs régionaux devront être validés par le préfet...

Enfin, il n'y a aucune remise en question du mille-feuille des structures déconcentrées de l'État.

GÉRARD ONESTA (VICE-PRÉSIDENT ÉCOLOGISTE AU CONSEIL RÉGIONAL DE MIDI-PYRÉNÉES, CHARGÉ NOTAMMENT DE LA RÉFLEXION SUR L'AVENIR DES RÉGIONS) :

La réforme en cours, malgré ses motivations politiciennes et ses vices fondamentaux (pas de réforme institutionnelle globale, rien sur les moyens, absurdité du redécoupage...) a le mérite de consacrer le couple Région/Pays.

Dans l'objectif d'une suppression des départements, les écologistes ont tout intérêt à défendre la proposition d'un bicamérisme régional, avec une seconde chambre élue à l'échelle des pays qui pourrait constituer un bon compromis avec les départementalistes.

PAUL MOLAC (DÉPUTÉ - APPARENTÉ UDB - DU GROUPE ÉCOLOGISTE, MEMBRE DE LA COMMISSION DES LOIS) :

Au gouvernement règne une grande méfiance envers la démocratie locale : par exemple, le droit d'option (mécanisme qui autorise un département à quitter sa région pour une autre) reste conditionné à un vote à la majorité qualifiée des trois cinquièmes dans le Conseil général et dans les deux Conseils régionaux concernés.

En ce qui concerne le droit d'adaptation législative qui est envisagé, il faut noter qu'il est tellement restrictif que la Corse, qui en dispose déjà, ne l'a presque jamais utilisé : en effet, il est nécessaire d'intervenir avant le vote du texte au Parlement. Même chose pour le droit à l'expérimentation, qui dans l'état actuel des choses ne laisse aucune place à la différenciation puisqu'au bout d'un délai de cinq ans, l'expérimentation doit soit se généraliser au niveau national, soit disparaître...

FORUM Climat et nature : le temps sera-t-il écologiste ?

Le changement climatique est bien là. En dépit de l'inertie et des incertitudes, la science en sait assez pour nous inciter à agir, ici et maintenant : économiser, recouvrer diversité et fonctionnalité naturelles, "entrer en résilience" tout le contraire de ce qui a été fait jusqu'alors, un défi ! L'heure est à l'écologie appliquée, le temps sera-t-il écologiste ? Notre réponse est-elle prête et pertinente ? Ce forum éclairera faits et mesures à l'aide d'exposés sur deux domaines sensibles : l'eau et la forêt.

Forum organisé par la commission Nature et environnement. Avec Christophe Orazio, chercheur au laboratoire d'écologie et génomique fonctionnelles, INRA-Bordeaux, directeur de l'antenne Atlantique de l'Institut européen de la forêt ; Françoise Goulard, Ingénieur Prospective Eau, agence de l'eau Adour-Garonne ; Ronan Dantec, sénateur, chargé des questions de biodiversité et environnement ; Alexandre Jurado, membre du Bureau exécutif d'EÉLV en charge des relations avec les acteurs environnementaux ; Gilles Euzenat, écologue-écologiste, responsable de la commission Nature et Environnement.

PRÉREQUIS

La forte et rapide augmentation des gaz à effet de serre ou GES est un phénomène unique sur 800 000 ans. Le réchauffement est réel et son niveau projeté en 2100 oscille entre +2 à +5°, selon les modèles (avec une incertitude de l'ordre de 2° pour chaque modèle). Le moindre est déjà important et grave.

CHRISTOPHE ORAZIO : CHANGEMENT CLIMATIQUE, FORÊTS ET BIODIVERSITÉ

Ingénieur forestier, directeur de l'antenne Atlantique de l'Institut Européen de la Forêt, Bordeaux.

La forêt atténue le changement climatique en stockant du carbone, mais la déforestation émet 20 % des GES (+ de 7 millions d'ha ont disparu chaque année dans la décennie 2000...). Elle abrite aussi une grande part de la biodiversité terrestre (moitié des sites NATURA 2000).

Elle subit déjà le réchauffement : sécheresses plus graves, humidités plus fortes, augmentation des tempêtes et incendies, développement et changements d'aires de distribution des pathogènes et mortalités induites importantes.

Des impacts importants sont attendus sur les écosystèmes et le paysage forestier, les pertes de production chiffrées en centaines de milliards d'euros et une tension sur la demande de biomasse dès 2020. Mais une part peut être atténuée par le choix de politiques spécifiques (pratiques, règles). Dans ce contexte changeant, la politique de conservation de la biodiversité in situ type Natura 2000 est interpellée.

Ne pas oublier cependant le rôle majeur de la forêt dans le stockage du carbone et la nécessité de la maintenir en bon état fonctionnel, gage de sa résilience au changement.

FRANÇOISE GOULARD : GARONNE 2050

Ingénieur chargée de la Prospective Eau, Agence de l'eau Adour-Garonne, Toulouse

La Garonne sera plus chaude de 2° (entre 1,5 et 2,8°) vers 2050, selon le scénario A1B. L'étiage sera plus sévère (de 20 à 50 %), plus précoce (de 2 mois), et

plus long (2 mois). Les besoins des usages actuels seront difficilement satisfaits, la tension interusages sera forte, les arbitrages difficiles...

Cinq scénarios ont été étudiés : sobre, croissant (vert), tendanciel, décarboné, libéral, en considérant différentes variables technico-économiques et l'évolution plausible des usages. Résultat : la biodiversité (poissons migrateurs ici), par rapport à son état actuel, en difficulté, ne reste stable qu'avec le scénario sobre ; elle décline ou disparaît avec les autres.

La stratégie d'adaptation sera d'ampleur (échelle, rythme, moyens) et se divisera en trois voies : économies et efficacité hydrologique (insuffisant), pompage dans la nappe (faisabilité et coût ?), mobilisation des réserves hydroélectriques (1100 mm³ actuels). Des recherches sont nécessaires en écologie, agronomie et économie.

À noter la faible participation du public et des élus à cet exercice de prospective.

GILLES EUZENAT : SAUMON ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Ingénieur R&D, Docteur en écologie, ONEMA, Dast, Station Biologique de Eu (76) - Écologiste, responsable de la commission nationale EÉLV Nature et Environnement

Rapide focus sur le saumon face au réchauffement climatique, pour éclairer l'objet du forum.

Cas de la Bresle (Haute-Normandie), travaux de G. Euzenat & F. Fournel, ONEMA : la survie en mer a baissé de moitié en trente ans pendant que l'eau dans les mers nordiques (voies de migration et aires d'engraissement) se réchauffait d'un demi-degré.

Cas de la Garonne et Dordogne. Ici, il s'agit d'un essai de restaurer le saumon, disparu au début XX^e suite aux aménagements hydroélectriques... À effort de repeuplement égal sur vingt ans, on observe une baisse d'un facteur 5 des retours. Baisse corrélée avec le réchauffement de la mer dans le Golfe de Gascogne. Travaux de MIGADO et ONEMA Toulouse. Cas global, américain et européen, en Atlantique Nord, modélisation de Kevin Friedland du NOAA-NMFS (USA). Dans le siècle à venir, avec le scénario moyen du GIEC (A1B), la mer devrait se réchauffer de 2° côté européen, de 2,8° côté américain. Ce qui se traduirait par une baisse d'abondance pré-pêche en 2100, de 90 % côté US et 56 % côté EU, en projection

allométrique car en linéaire, c'est 100 % et 56 % dès 2 050 (et 100 % en 2 100 côté EU).

RONAN DANTEC :
SÉNATEUR, CHARGÉ DES QUESTIONS
DE BIODIVERSITÉ ET ENVIRONNEMENT

« Beaucoup ont intégré l'idée du changement climatique et semblent s'y résoudre. Ils se concentrent sur les mesures à prendre pour s'y adapter, faisant l'impasse sur les mesures propres à l'atténuer, ce qui est extrêmement inquiétant. »

RÉPONSE

Le temps sera un peu écologue, il ne sera probablement pas écologiste...

La FEVE aux Journées d'été EELV



Les Journées d'été sont toujours un moment important pour la FEVE, association de référence pour les élu-es d'EELV. C'est bien sûr l'occasion de présenter le travail de notre association, une sorte de bilan annuel sur nos services, nos réalisations, nos projets. C'est aussi accueillir celles et ceux qui n'ont pas encore rejoint notre réseau.

Tout aussi important est le rapport que nous voulons entretenir avec les militant-es et l'ensemble des sympathisant-es de l'écologie. Nous avons à cœur de créer des passerelles avec les associations invitées, les commissions et les instances régionales d'EELV. Et puis aussi, nous l'espérons, susciter des vocations pour les prochaines élections !

Jean-François Caron, président de la FEVE

En savoir plus sur la FEVE

- Notre site : <http://reussir-son-mandat.lafeve.org>.
- Compte rendu de cinq ans d'activités : <http://reussir-son-mandat.lafeve.org/La-FEVE-5-ans-d-activites>,

Compte-rendu des ateliers et forum de la FEVE

En tout, trois jours d'échanges féconds à notre stand, lors de réunions thématiques ou en plénière.

Atelier : **Accessibilité des transports : un tournant à ne pas manquer !**

Jeu­di 21 août

Construire ensemble une politique écologiste pour l'accessibilité des transports en confrontant les contraintes des élu-es et les besoins des personnes en situation de handicap. Une initiative commune de la commission EELV handicap & citoyenneté et de la commission seniors & solidarité avec la FEVE

Intervenant-es :

Pour la FEVE :

Pierre Serne, 2e vice-président de la région Ile-de-France chargé des transports et des mobilités et vice-président du Syndicat des Transports d'Ile-de-France, autorité organisatrice des transports de la région Ile-de-France

Pour les commissions :

Jocelyne Le Boulicaut, responsable de la commission seniors et solidarité

Sébastien Rogez, référent en Rhône-Alpes de la commission handicap et citoyenneté, auteur des propositions d'EELV sur le handicap à Grenoble aux municipales 2014

François Coûtant, responsable de la commission transport

Animation :

David Marais, responsable de la commission Handicap et Citoyenneté

Pouvoir prendre les transports en commun est une nécessité pour les personnes en situation de handicap. Ne pas pouvoir y accéder, ce sont des projets de vie qui ne fonctionnent pas (emploi, vie personnelle etc.) et des complications dans la vie de tous les jours.

Au rang des difficultés les plus fréquentes :

- impossibilité d'accéder au matériel roulant ;
- impossibilité d'accéder aux gares ;
- mauvaise formation (et parfois mauvaise volonté) des chauffeurs ;
- inadéquation entre les besoins (horaires, destinations etc.) et les services proposés.

Pour une politique d'accessibilité des transports efficace, il faut savoir s'appuyer sur les outils existants : Agenda 22, schéma régional des transports, commissions extramunicipales... Mais les élu-es gagnent aussi à entretenir des contacts réguliers avec les associations pour prendre en compte la nature des difficultés, les différents types de handicaps... Dans bien des cas, le financement n'est pas la seule solution. L'action publique doit se nourrir de concertation, d'évaluation et d'imagination.

Il est important de souligner que partout où des améliorations ont été réalisées en termes d'accessibilité, celles-ci bénéficient aussi aux personnes âgées, aux parents accompagnés d'enfants en bas âge, et plus largement à tous les usagers. D'où l'intérêt de penser les équipements en termes de « design universel » pour qu'ils soient accessibles à tout le monde. Cela permet d'avancer sur la qualité de tous les services, pour tous les publics et de décroïsonner !

L'idéal est de tendre vers une société inclusive, c'est-à-dire passer de la prise en charge à la prise en compte.

NB : À l'issue de cet atelier, un document FEVE à l'usage des élu-es est envisagé en partenariat avec les commissions

Atelier : Elu-es et groupes locaux, comment bien travailler ensemble ?

Vendredi 22 août

Mettre à bas les clichés, éviter l'isolement, jouer collectif, valoriser les compétences : nous avons tous à gagner à ce que les échanges entre les élu-es et leurs groupes locaux puissent reposer sur le dialogue et une confiance partagée.

Intervenant-es :

Pour la FEVE :

Patricia Andriot, conseillère régionale de Champagne-Ardennes

Pierre Hémon, conseiller municipal à Lyon

Pour la Conférence des régions :

Elen Debost, conseillère municipale au Mans

Parmi les pistes évoquées au cours de l'atelier

La régularité :

- Prévoir une réunion du groupe local à date fixe (tous les premiers lundis du mois, un jeudi sur deux etc.). Charge ensuite aux élu-es (quand ils sont assez nombreux) de s'organiser pour qu'au moins l'un d'eux soit présent (en fonction de la thématique par exemple).
- Communiquer régulièrement sur les ordres du jour des conseils municipaux
- Se laisser la possibilité de préparer le conseil municipal avec le groupe local

La circulation de l'information en interne:

- Envoyer régulièrement notes de synthèse et comptes rendus aux groupes locaux
- Associer au secrétariat du GL le président de groupe des élu-es
- Mettre en place des groupes de travail thématiques pour alimenter les élu-es et enrichir la réflexion collective

Organiser la communication en externe:

- Clairement définir les rôles : les élu-es travaillent pour faire avancer un projet, une ligne, le GL est là pour animer l'action de l'écologie politique sur un territoire donné. Il y a donc une complémentarité : le parti peut avoir un ton plus ferme que l'élu-e.
- Les élu-es et le GL peuvent communiquer ensemble : faire des communiqués réguliers en faisant parler les élu-es et le responsable du GL.
- Jouer collectif en s'emparant de réalisations qui paraissent positives et valoriser ce qu'on fait.

NB : à venir, une fiche FEVE sur ce thème

Forum : L'écologie municipale, l'écologie à l'épreuve du réel

Samedi 23 août.

« Pour la 1^{ère} fois en France, un écologiste dirige une ville de 150 000 habitants. Au-delà de l'exemple pionnier de Grenoble, les dernières élections ont vu se renforcer le principe de l'écologie municipale. Les maires écologistes sont porteurs d'un nouvel imaginaire. Leurs initiatives illustrent comment l'écologie, mise en pratique, peut produire des résultats concrets et redonner du sens en temps de crise ; qu'elle est nécessaire mais aussi agréable, désirable : en bref, qu'elle constitue un rêve atteignable ! C'est la chronique des maires écologistes. »

La salle était comble et nous avons pu compter sur l'énergie des intervenant-es.

Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais)

Eric Piolle, maire de Grenoble (Isère)

Sophie Tricot, maire de Burdignes, (Loire)

Pascale D'Erm, journaliste, auteur de « Ils l'ont fait et ça marche ! Comment l'écologie change déjà la France »

Catherine Candelier, membre du bureau de la FEVE et animatrice du forum.

Autre intervention, celle de **Jacques Boutault**, maire écologiste du 2^e arrondissement de Paris

En complément de ce forum...

À lire...

Les fiches FEVE présentent des politiques mises en place par des élu-es écologistes, en situation (objectifs, étapes de mise en place, évaluation...)

En lien avec ce forum, vous pouvez retrouver :

- la fiche FEVE consacrée au projet de éco hameau à Burdignes, (ici)
- la fiche FEVE sur le thème de l'implication habitante à Loos-en-Gohelle (ici)
- la fiche FEVE sur les conseils de quartiers dans le 2^e arrondissement de Paris (ici)

À voir...

Une équipe de France 3 suivait Éric Piolle au long de la journée et était présente lors du forum FEVE. Reportage disponible, dont une bonne partie tournée durant le forum FEVE, ici

A (ré)écouter...

Le livre de Pascale d'Erm, auquel la FEVE a participé, est toujours disponible en librairie et sur le site de la maison d'édition Les Petits Matins.

Vous pouvez réécouter l'émission CO2 mon Amour où la journaliste était invitée à l'occasion de la sortie du livre, en janvier dernier : <http://www.franceinter.fr/emission-co2-mon-amour-bruno-latour-redacteur-en-chef-de-lemission>

Atelier : Relocalisons ! Les Projets Alimentaires Territoriaux, un outil écolo à saisir

Samedi 23 août.

Le « **Projet Alimentaire Territorial** », porté par les écologistes et inscrit cette année dans la Loi d'Avenir agricole, constitue une démarche de relocalisation de l'agriculture et de dynamisme à l'échelle d'un territoire. Issu de la réflexion d'élus locaux, il doit aujourd'hui trouver ses réalisations concrètes, en mettant autour de la table collectivités, citoyens, agriculteurs, et associations. Nous proposons d'en débattre avec vos idées, vos expériences sous le regard de chercheurs et d'acteurs de notre alimentation de demain.

Intervenant-es :

Brigitte Allain, députée de Dordogne, cheffe de file des écologistes pour le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Nathalie Colin, chargée de mission offre alimentaire à la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) du Languedoc-Roussillon

Yuna Chiffolleau, sociologue, chercheuse à l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), ancienne cheffe de file du groupe Agriculture et alimentation du Réseau rural français

Dominique Leconte, agriculteur céréalier bio, membre fondateur de Isle Mange Bio, plateforme de distribution de produits bioloaux en Dordogne et Gironde à destination de la restauration hors domicile

Animation :

Mathilde Théry

Le **Projet Alimentaire Territorial (PAT)** est une démarche volontaire co-construite, inscrite dans la loi d'avenir agricole, visant à relocaliser l'économie, l'agriculture et les services, pour s'orienter vers un système agricole et alimentaire respectueux de l'environnement, de la santé et créateur de lien social. C'est un projet global visant à renforcer l'agriculture locale, l'identité culturelle du terroir, la cohésion sociale et la santé des populations.

Les circuits courts sont un exemple de PAT. Leur principe est de rajouter à la proximité fonctionnelle (réduire les intermédiaires) la proximité géographique (ne pas vendre directement au consommateur chinois par internet par exemple). Raccourcir la chaîne permet aux producteurs de mieux gagner leur vie et de mieux valoriser leurs produits. Cela a

aussi l'avantage de permettre de maintenir des agriculteurs qui sinon auraient disparu. Consommateur y gagne aussi car il bénéficie d'un produit de meilleure qualité et d'une plus grande transparence sur les prix.

Il existe beaucoup d'initiatives de développement qui sont portées par des regroupements d'agriculteurs ou des agriculteurs individuels, des associations, les chambres d'agriculture etc.

Les plans alimentaires territoriaux permettent aux producteurs de reprendre possession de leur outil de production et aux consommateurs reprendre possession de leur alimentation.

Dominique Leconte présente le projet « Isles mange bio ». Ce projet, lancé à 4 ou 5 producteurs, a rapidement fonctionné. La demande incite les producteurs à se diversifier, à développer d'autres activités, à faire des conversions. Au départ, la structure s'appuyait sur des bénévoles, puis sur du salariat mal payé. Avec le développement de la clientèle, le salaire et le temps de travail est monté. Grâce au Conseil général, ils ont pu investir dans un camion réfrigéré et du matériel informatique. L'association a ensuite adhéré à la plateforme « Manger bio ici et maintenant ».

Pour Dominique Leconte, il y a encore des freins chez les agriculteurs car « la formation qu'ils reçoivent en fait des agriculteurs calculateurs et pas penseurs ». Les circuits courts sont un levier pour sortir de l'agriculture conventionnelle. Par ailleurs, ces projets permettent de sortir de la logique actuelle où l'agriculture n'est rien qu'une transformation du pétrole en nourriture. Ainsi, on anticipe sur la perspective de l'augmentation du prix de l'énergie.

En matière d'alimentation, les circuits courts concernent majoritairement les fruits et légumes et beaucoup moins les céréales et l'élevage qui sont plus complexes à produire et donc nécessitent plus de modification de l'outil de production en amont.

La plupart des agriculteurs qui sont passés en circuits courts se sont mis à transformer leurs produits. Ils ont donc dû aménager leurs installations. Ils ont aussi besoin de soutien une fois le passage effectué. C'est pourquoi il serait intéressant de réfléchir à un revenu de base pour tous les employés agricoles.

NB : un document FEVE reprendra les points importants de ce dossier

Les 6 à 7 de la FEVE

Cette année, la FEVE investit un créneau quotidien, le jeudi et le vendredi, de 18h à 19h, le temps de quelques rencontres tranquilles et agréables, agrémentées d'une boisson rafraîchissante. Ces temps d'échanges pourront avoir lieu aux abords du stand FEVE ou dans des salles mises à disposition pour l'occasion.

Quel type de solidarité active avec les territoires palestiniens ?

La colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est détruit tous les écosystèmes naturels et sociaux. État des lieux. Comment envisager une coopération décentralisée de la part des villes et régions avec les territoires palestiniens ? Rencontre entre élu-es locaux et responsables associatifs

Rencontre avec :

Rania Kutteneh, membre de la Coalition civique pour les droits des Palestiniens (Civic Coalition) à Jérusalem
 Taoufiq Tahani, président de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité).

Jacques Picard, conseiller régional d'Île-de-France, membre de la Commission des affaires internationales et européennes qui a mis en place la première coopération décentralisée française avec Jérusalem-Est

Le Service Après-Vente des élu-es municipaux/ales

Rencontre avec :

Catherine Candelier, conseillère municipale à Sèvres

Chantal Duchêne, ancienne conseillère municipale à Ivry-sur-Seine

Alain Fournier, ancien conseiller municipal à Clichy-sous-Bois

Pierre Hémon, conseiller municipal à Lyon

Une rencontre à bâtons rompus : les nouvel-les élu-es municipaux/ales ont pu faire appel à des collègues expérimenté-es : conduite du mandat, gestion de ses vies personnelle/professionnelle/militante/d'élu-e, rapports avec les services, avec les autres élu-es etc. Chacun-e a pu repartir avec des réponses précises et des pistes pour progresser . la FEVE, c'est un réseau de solidarité et de convivialité !

« Et toi, ton mandat, c'est comment ? » Speed-dating avec des élu-es écologistes

Rencontre avec :

Laurence Abeille, députée

Corinne Bouchoux, sénatrice

Catherine Candelier, conseillère municipale d'opposition

Alexandra Cusey, conseillère régionale

Véronique Massonneau, députée

Thierry Soler, conseiller général

Sur le mode du « speed-dating », ce temps a été l'occasion pour des militant-es de poser leurs questions à des élu-es lors de rencontres rapides : que fait un conseiller général ? Quel est votre souvenir préféré de votre mandat ? Avez-vous l'impression d'être utile ? Comment ça se passe avec l'opposition/la majorité ?

Observatoire de la diversité

Atelier Samedi 23 août 2014 . 9h-10h30

« Représentation de la diversité et la difficulté de sa mise en œuvre dans les partis politiques »

Animatrices

Catherine Belkhodja, porte parole

Aïcha Djabrane, responsable

Samia Kasmi, avocate

Invités

Laïla Aïchi, sénatrice

Karim Zéribi, ex député européen



Samia Kasmi, Laïla Aïchi, Aïcha Djabrane, Catherine Belkhodja

La discrimination est un délit : Les articles 225-1 et 225-2 du Code pénal en font état. Le délit de discrimination a été créé par la loi PLEVEN du 1^{er} Juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme à l'initiative des droits de l'Homme.



Leïla Aïchi , sénatrice

Article 122-45 du code du travail

Aucune personne ne peut être écartée d'une procédure de recrutement ou d'accès à un stage ou une période de formation en entreprise, aucun salarié ne peut être sanctionné ou licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, notamment en matière de rémunération, de formation, d'affectation, de qualification, de promotion professionnelle, de mutation, ou de renouvellement de contrat en raison de son origine.

La loi du 16 novembre 2001 fait apparaître 18 critères toujours en vigueur aujourd'hui, et sur lesquels les Français pouvaient saisir la Halde jusqu'à sa dissolution en Mai 2011. Maintenant, ces activités sont dévolues au défenseur des Droits **Jacques Toubon**.

18 Critères :

- l'origine
- le sexe
- la situation de famille
- l'apparence physique
- le patronyme
- l'état de santé
- le handicap
- les caractéristiques génétiques
- les mœurs
- l'orientation sexuelle
- l'âge
- l'état de grossesse
- les opinions politiques
- les activités syndicales
- l'appartenance à une ethnie
- l'appartenance à une nation
- l'appartenance à une race
- l'appartenance vraie ou supposée à une religion.

-

D'ici 2020, **1/3** des personnes en emploi devraient partir en inactivité (8 M)

Le contrat de génération (dispositif d'aide à l'emploi visant à créer des **binômes jeune-sénior**) pour encourager l'embauche des jeunes et garantir le maintien des seniors tout en assurant la transmission des compétences) .

Le bilan n'est pas fameux malgré la prime offerte aux employeurs.

La religion occupe la pensée des DRH. L'Islam est particulièrement visée.

Il faut à tout pris gommer le caractère religieux et se placer sur le terrain des compétences.

<http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de,76/etudes-et-recherches,77/publications-dares,98/documents-d-etudes,327/2014-182-egalite-diversite,17767.html>

Dans le monde de l'Entreprise

Il existe plusieurs formes de discrimination :

- discrimination directe
- discrimination indirecte
- discrimination systémique
- discrimination positive

La diversité des compétences est une nécessité pour les entreprises qui doivent satisfaire aux obligations légales et accompagner les nouvelles exigences sociétales favorables aux actions positives en direction des populations discriminées.

Aujourd'hui , les entreprises privilégient le recrutement sur le modèle du « clonage » des profils. Il apparaît que la variété des caractéristiques individuelles permet d'améliorer la qualité des décisions et d'accroître la créativité de l'équipe.

Le lien entre le degré de diversité d'une organisation et sa performance renvoie à une logique de bon sens , appuyée par des résultats empiriques. (Gilles Verrier. Directeur général d'identité.)

Les équipes les plus diverses sont les plus performantes .

(AXA , L'Oréal, Orange et Vinci pourraient augmenter leur rentabilité de 5 à 15%)

On doit aussi améliorer la détection des talents.



Aïcha Djabrane

Dans le monde de l'Education

Action en faveur des handicapés :

La lutte des parents d'élèves a permis d'améliorer considérablement l'intégration des élèves handicapés, ce qui favorise leur intégration future dans la société

Universités

Beaucoup de luttes encore à mener concernant le recrutement de s Enseignantes dans les grandes écoles et les Universités.

Dans le monde politique

Le profil type des élus issus de la diversité :

Né en France ou arrivé très jeune, âgé en moyenne de 45 ans, une dominante masculine (58%) titulaire d'un diplôme de 2° ou 3° cycle du supérieur, cadren, fonctionnaire ou chef d'entreprise, l'élu local tranche généralement avec le profil de ses parents, ouvriers ou employés le plus souvent.

Pour la plupart d'entre eux, il s'agit de leur premier mandat électif . Ils sont plus de 37% à exercer des responsabilités au sein de leur conseil municipal en tant qu'adjoint au maire ou conseiller délégué. 72% sont membres actifs d'au moins une association oeuvrant dans des domaines variés (solidarité, arts et culture, sports ou éducation) et sympathisants ou membres d'un parti politique (74%)

Entre 2006 et 2008, le nombre des candidats issus de l'immigration extra-européenne ayant intégré les conseils municipaux des ville de plus de 9000 habitants est passé de 1069 à 2343 pour représenter 6,68% du total des élus.

Un nombre important d'entre eux ont décidé de quitter le parti auquel ils étaient affiliés pour partir seuls au combat.

Parmi eux, 14% disent qu'ils vont monter leur liste, parce qu'ils sont déçus de la place que leur a accordé leur parti.

Les plus expérimentés peuvent dépasser les 10%.

Ce sont des élus de terrain, dynamiques, qui vont à la rencontre de la population. Des élus multiculturels, qui ne dépassent les préoccupations p communautaires. La multiplication des listes indépendantes demeure un obstacle à l'accession des responsabilités. Il y a plus de candidats dans les minorités visibles, mais moins de candidats dans les partis politiques traditionnels.

Dans la liste d'Anne Hidalgo pour les municipales de 2014, on compte **10 femmes, 6 maires sortants, 1 candidate en situation de cumul des mandats.**

Les grands absents de cette liste sont les candidats de la diversité. A titre comparatif, depuis son élection à la Mairie de New-York, l'administration de Bill de Blasio est composée de 54% de femmes, contre 48% sous Bloomberg) et 55% de personnes issues des minorités.

Dans le baromètre du CRAN, 11 villes parmi les 50 les plus importantes étaient montrées du doigt . parmi elles , Bordeaux et Nantes se sont bien rattrapées depuis.

A remarquer : il n'existe aucun maire de couleur.

Paris accuse un retard très net : 5 adjoints issus de la diversité sous Delanoë à une seule sous Hidalgo.

Une situation notamment causée par l'accord avec Europe-Ecologie les VERTS , qui a lésé certains candidats comme Hamou Bouakazz, adjoint sortant.

Les français d'origine immigrée inscrits sur les listes électorales ont beau représenter 14,5% de la population totale, ils sont peu présents dans les instances politiques , tant au niveau national que local.

Au 10 juillet 2014, 9,6% des 793 élus municipaux des 10 plus grandes villes françaises sont issus de la diversité.

Un peu plus d'un quart des députées sont des femmes, soit 155 femmes sur les 577 membres de l'Assemblée.

La Basse Normandie et la Région Midi-Pyrénées sont les meilleures élèves en matière de parité.

Les plus mauvais sont en Ile de France avec uniquement 17 femmes députées sur 91.

La région parisienne est donc l'exemple à ne pas suivre.

La deuxième chambre du Parlement est encore moins exemplaire en matière de parité : 77 sénatrices sur les 348 membres du Sénat, soit l'équivalent de la Région PACA et d'une partie des régions Rhônes Alpes et Languedoc Roussillon.

Seulement 5 femmes sont à la tête d'un des 100 départements français.

- **Anne Hidalgo** (Paris)
- **Hermeline Malherbe-Laurent** (Pyrénées Orientales)
- **Danielle Chuzeville** (Rhône)
- **Marie –François Pérol-Dumont** (Haute –Vienne)
- **Josette Martin** (Martinique)

Selon le Président du Cran, le parti socialiste n'a pas pris conscience du rôle pivot joué par l'électorat issu de la diversité. » Soit il vote en masse pour le PS, soit il s'abstient en masse ». Or les engagements n'ont pas été tenus (droit de vote des étrangers, attestation de contrôle d'identité) C'est l'abstention qui a prévalu.

L'Observatoire de la diversité va poursuivre son action en faveur de la diversité. Rencontres, colloques ,expositions , publication actions diverses comme vidéos tracts.

Le kiosque

le journal des jde



Ce journal vous est proposé par Marine Tondelier, Julien Sage, Solène Roisin, Lionel Guerin et Héléne Bracon - Jeudi 21 août 2014

Le mot du jour



C'est parti ! Après deux tentatives, après plusieurs mois de préparation, l'Aquitaine accueille enfin les écologistes pour les JDE. Les bénévoles sont fin prêts, il y a du Bordeaux bio à la buvette, des huîtres, des canelés et des plats sénégalais chez les restaurateurs, les débats peuvent donc commencer !

En 2014, la plénière d'ouverture nous fera parler de la pluie et du beau temps. En Aquitaine comme ailleurs, "la mer monte" ... Le réchauffement climatique et ses conséquences seront donc à l'ordre du jour du matin. Le soir, nous aborderons une des solutions avec un débat sur la transition énergétique. Entre les deux, le programme sera chargé.

Outre la vente de tickets et l'aide au militant perdu, le stand régional vous proposera de nombreuses balades découvertes. Ainsi, lors de ce premier jour, pour 8 euros, il vous sera proposé une visite-dégustation chez un viticulteur bio du sud de l'agglomération bordelaise. N'hésitez pas à réserver votre place pour les balades des jours suivants : visite de Bordeaux, croisière sur la Garonne, dimanche à Lacanau, ...

Mais les JDE 2014, ce sera aussi plus de musique, plus de cinéma et plus de fête !

Let's have fun !

Stéphane Saubusse, secrétaire régional EELV Aquitaine

Erratum

9h à 11h

La commission Mer et littoral

Elle tiendra son assemblée générale à 9h30 en salle A9.

La Commission Immigration

L'assemblée générale de la commission Immigration aura finalement lieu le samedi matin à 10h30 en salle A4.

11h

Accueil - Amphi René Dumont

Monsieur l'Ambassadeur de Palestine interviendra lors de la plénière d'accueil.

11h30

Plénière : La mer monte ! - Amphi René Dumont

M. Jean-Marie Froidefond, chargé de recherche au CNRS, interviendra également lors de la plénière.

14h30 - 16h

Le traité de libre-échange transatlantique : la fin de l'Europe ? - Forum

Vandana Shiva

Mariano Fandos membre de la CFDT sera également présent.

Urgence d'agir pour une Jérusalem partagée - Forum Elisée Reclus

Monsieur l'Ambassadeur de Palestine, Hael Al Fahoum, interviendra lors de ce forum.

Le fluvial et le maritime - Salle A4

Marc Papinutti, directeur général de Voies Navigables de France sera également présent.

La légalisation contrôlée du cannabis en question - Salle A9

Claude Villain interviendra à la place de Julien Bayou

Brigitte Reiller interviendra à la place de Pierre Couteron.

Euthanasie et suicide assisté - Salle C1

Jean-Luc Romero, président de l'Association pour le Droit à Mourir dans la Dignité (ADMD) et Anne Kunvari, réalisatrice du film "Le moment et la manière" seront également présents.

16h30 - 18h :

Religions et écologie - Forum Vandana Shiva

Tariq Oubrou, recteur de la mosquée de Bordeaux interviendra à la place de Mahmoud Al Douha.

Le père Christian Alexandre sera également présent.

Crise écologique/crise sanitaire - Forum Elisée Reclus

Le forum sera animé par Barnabé Binctin, journaliste à Reporterre.



3 questions à ...

BRUNO REBELLE

(Intervenant lors de la plénière - Transition énergétique : l'heure de vérité, auj. 20h amphi René Dumont)

Quel regard portez-vous sur les orientations de la politique énergétique française ?

Le débat national sur la transition énergétique a engagé trois ruptures. La maîtrise de la demande est devenue une priorité. Le mix énergétique a été remis en question. Enfin, la nécessité de décentraliser le système a été soulignée. Nous avons maintenant un projet de loi qui pose les bases d'un nouveau modèle. Mais il faut encore beaucoup lutter pour sortir d'un système trop centralisé et contraint par la prédominance du nucléaire.

Qu'est-ce qui pourrait être fait ?

Il faut libérer les énergies en 4D : Diversifier en mobilisant toutes les ressources possibles ; Déconcentrer pour donner la priorité aux petites unités de production ; Décentraliser pour mieux exploiter les ressources renouvelables en proximité ; Dialoguer car il faut que les citoyens se réapproprient les choix énergétiques. Pour cela collectivités territoriales doivent se saisir de la compétence énergie.

On vous donne une baguette magique, qu'est-ce que vous faites tout de suite, immédiatement ?

Je prends la présidence d'EDF car c'est là qu'est (encore) le centre de contrôle de la politique énergétique française et j'engage une transition énergétique radicale, composante majeure de la sortie de crise !



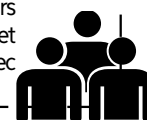
Les Plénières du Jeudi

LA MER MONTE !

de 11h à 13h - amphithéâtre René Dumont
Les rapports se succèdent, les réactions d'experts s'enchaînent, les avertissements se multiplient : pourtant rien n'y fait, la situation climatique se dégrade et le réchauffement de la planète bouleverse d'ores et déjà nos vies.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : L'HEURE DE VÉRITÉ !

de 20h à 22h - amphithéâtre René Dumont
Après le débat national, la loi de transition énergétique arrive enfin à l'Assemblée début octobre. Le moment pour les écologistes de rappeler la pertinence de leurs propositions, d'en débattre avec ONG, acteurs économiques et syndicaux, et d'organiser la mobilisation avec leurs parlementaires.



Les gazouillis écolos



#tafta , droits, législation : le débat continue à #ecolocamp avec karimadelli et sergiopablocoronado...



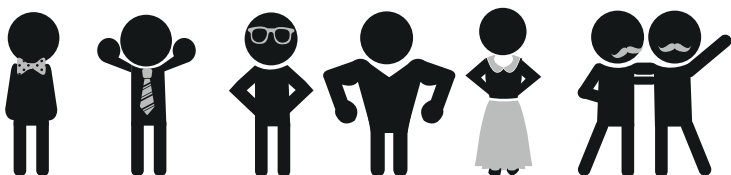
La cravate de travers d' #Hollande, c'est #lafauteàDufлот



Rentrée politique de #eelv avec les #JDE @sandrousseau @thegreenizer @emmacosse @stephsaubusse

L'insolite des JDE

L'ÉDITION BORDELAISE DES JOURNÉES D'ÉTÉ 2014, C'EST ...



Plus de 100 bénévoles !



MAIS C'EST AUSSI :



Palestine

Dans le cadre de la plénière d'ouverture des journées d'été, compte tenu de l'actualité, l'ambassadeur de Palestine en France, M. Hael AL FAHOUM, sera présent afin d'apporter un message de paix.

Atelier

LES SÉRIES TÉLÉ CHANGENT-ELLES (notre regard sur) LE MONDE ?

Quel est le premier président noir des États-Unis ? Et non, ce n'est pas Barack Obama, c'est Dennis Haysbert, alias David Palmer, le président démocrate afro-américain de la série 24h Chrono élu (*fictivement*) en 2002. Plus de 15 millions de personnes suivaient chaque semaine cette série télévisée outre-atlantique.

Objet culturel qui a développé un caractère magistral durant les années 2000, les séries télé sont-elles tellement influentes qu'elles peuvent changer profondément les esprits, et donc le réel ?

Cet atelier tâchera de répondre à cette question éminemment politique. Il sera suivi de la diffusion de plusieurs extraits de séries.

Qui apporte les popcorn ?

Suivez les JDE



Twitter
@Journeesdete



Facebook
Journées D'été



JDE Direct
jde.eelv.fr/jde-direct

Envie de participer au Direct ? Envoyez-nous un mail à l'adresse jde-direct@eelv.fr

Hommage à notre regretté ami Gaëtan Mortier



Il est toujours très difficile de perdre l'un des nôtres. Avec Gaëtan nous avons perdu un ami, un militant de l'écologie, un copain. Celles et ceux qui l'ont connu se souviendront de sa douceur et de son intelligence. Gaëtan avait cette lecture du monde qui le rendait si juste et si pertinent. Il a travaillé plusieurs mois au siège d'Europe Écologie - Les Verts, où il a contribué à mettre des mots sur nos valeurs, nos idées, notre projet commun. Récemment, il a participé à la campagne des élections européennes où, là encore, il a défendu l'écologie avec fidélité et conviction. Il se rendait aussi toujours disponible pour donner, de-ci de-là, des coups de main à celles et ceux qui en avaient besoin. Pour tout cela nous le remercions. A tout ses proches, nous faisons part de notre tristesse et de notre amitié. Gaëtan fera toujours partie de la grande famille des écologistes et nous lui sommes, pour toujours, reconnaissants.

Emmanuelle Cosse

Les Bénévoles du Jour

LES COPAINS DE L'ACCUEIL

Jean-Luc, Jean-Louis, Thérèse, Cécile... Ils sont une bonne quinzaine à vous accueillir pour votre inscription aux Journées d'été 2014. Joyeux et sympathiques, ils ont profité de l'absence de soleil pour prendre soin de vous plutôt que d'aller profiter de la plage. Rien de spécifique à savoir pour leur faciliter la tâche. Si vous êtes pré-inscrit-es, munissez-vous de votre papier, on vous remettra votre badge et des tickets si vous en avez commandés. Si vous avez une question concernant votre hébergement, la joyeuse équipe vous renseignera du mieux qu'elle peut.



Que faire à Bordeaux ?

VISITE DÉGUSTATION CHEZ UN VITICULTEUR BORDELAIS BIO

balade de 14h à 16h

Boire un petit coup c'est agréable... Surtout quand c'est du vin bio. Nos amis aquitains ont eu la formidable idée de nous amener à mieux comprendre les enjeux économiques, sanitaires et environnementaux liés à la viticulture - l'un des premiers postes d'exportation de notre pays !

Découvrez l'exploitation biologique de l'appellation Pessac-Léognan... Cette balade se terminera par une dégustation à consommer avec modération, évidemment !

Inscription sur le stand régional : 8€



Les réunions de sensibilités

Ces réunions se tiennent de 18h à 19h30.

ÉCOLOGIE POSITIVE | en salle E1

REBONDIR | Amphi André Gorz

AVENIR ÉCOLO | Amphi Vandana Shiva

JDE-DIRECT, le média participatif des JDE !

Cette année, nous avons décidé de nous livrer à une petite expérimentation. Les journées d'été se sont dotées de leur propre média : JDE-DIRECT. Et forcément, il est participatif ! En clair, c'est vous qui le faites. Si vous souhaitez nous envoyer des photos de ce qui se passe, que vous disposez de documents audios, vidéos ou écrits à partager sur le même sujet que votre atelier, que vous avez une anecdote à partager... un seul mail : jde-direct@eelv.fr. Toute information intelligente et sympathique est la bienvenue !

Et pour suivre en live tout ce qui se passe pendant les JDE, une seule adresse : jde.eelv.fr/jde-direct/

Un très joyeux anniversaire à ...

Nicole Kil-Nielsen, Bastien François
et Caroline Marzucchetti!



le journal des jde



Ce journal vous est proposé par Marine Tondelier, Julien Sage, Solène Roisin, Lionel Guerin et Hélène Bracon - Vendredi 22 août 2014

Le mot du jour



Où en serons-nous dans 40 ans? Qu'allons nous faire dans les 3 ans qui viennent? Nous sommes, nombreuses et nombreux, rassemblé-es à Bordeaux pour construire l'avenir en tenant compte des enseignements du passé. Nous le faisons dans un contexte extrêmement dégradé: la terre vit à crédit et les gens rejettent la politique. Nous sommes nous-même confrontés aux vieilles tentations de la division et du repli sur soi. Pourtant, notre responsabilité est de nous rassembler pour mettre en oeuvre nos propositions. Depuis qu'elle existe, l'écologie a profondément renouvelé le débat politique. Battant en brèche les mirages du productivisme, elle a montré que c'est bien parce que les ressources naturelles sont limitées qu'il y a des inégalités sociales insupportables. Notre radicalité se heurte pourtant toujours aux conservatismes et le chemin est encore long avant que le bien-être ne remplace le culte de la performance économique. De la même manière, les écologistes ont beaucoup apporté dans cette première partie de mandature, initiant ou améliorant des politiques publiques progressistes et durables. Mais les résistances au changement sont bien là et l'esprit de 2012 ne s'est pas concrétisé à la hauteur de nos attentes. Face à l'urgence, notre responsabilité est de rendre crédible la seule alternative possible: l'écologie!

Emmanuelle Cosse, Secrétaire nationale d'EELV

Erratum

14h30 - 16h

Politiques agricoles et luttes paysannes - salle A5

Didier Lorigou, agriculteur en Corrèze, président de Agro bio 19 et FRCIVAM Limousin, administrateur de la Confédération paysanne Corrèze interviendra à la place de René Louail.

16h30 - 18h

Israël-Palestine : le droit, rien que le droit - salle A5

Wissam Alhaj, Palestinien de Gaza, journaliste indépendant interviendra lors de cet atelier.

Un tourisme durable est-il possible? - salle C5

Les intervenants ont changé depuis l'impression du programme, la liste définitive est celle-ci: M. Philippe Frémaux, Journaliste et éditorialiste au magazine Alternatives économiques, Mme Claude Comet, Conseillère régionale EELV de la Région Rhône-Alpes chargée du tourisme et de la montagne, Mme Blandine Vernardet, Directrice de la SEML Piau-Engaly, M. Nicolas Martin, Directeur général de l'Office de Tourisme de Bordeaux et M. Philippe Bernez, Directeur de la Fédération française des Stations Vertes.

La librairie des élu-es

à 18h sur le stand de la FEVE

Des élu-es auteurs et des auteurs qui écrivent sur les élu-es vous présenteront leurs ouvrages, répondront à vos questions avant de vous dédicacer leurs ouvrages. N'hésitez pas à venir à leur rencontre!

Rencontre avec:

Denis Baupin, député de Paris, auteur de "La Révolution énergétique, une chance pour sortir de la crise"

Pascale D'Erm, journaliste, auteur de "Ils l'ont fait et ça marche! Comment l'écologie change déjà la France"

Sandrine Rousseau, vice-présidente du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, auteur de "Oui, l'écologie c'est social!"

Olivier Szulzynger, fondateur de la maison d'éditions "Les Petits Matins"

Les pots des régions

à 13h au Barnum des Régions

pour les régions Normandie, Ile de France, Hors de France, Bourgogne et Franche-Comté.

à 18h au Barnum des Régions

pour les régions Midi-Pyrénées, Provence-Alpes Côte d'Azur et Corse.

à 18h à la buvette

Le pot d'EELV Paris, des adhérents et des élus parisiens.

3 questions à ...



MARIE-MONIQUE ROBIN

Intervenante lors de la plénière - Qu'attend-on des écologistes? - auj. 20h amphithéâtre René Dumont

Vos documentaires ont rencontré un écho très large. D'après vous, vos concitoyens ont-ils envie d'écologie?

Partout je rencontre des gens qui font un lien entre la crise économique, sociale et écologique, et qui ne croient plus aux recettes miracles proposées par la classe politique, comme l'incantation au "retour de la croissance", censé résoudre tous nos problèmes. Ces citoyens sont aussi désespérés, car ils ne se reconnaissent pas dans l'offre politique actuelle. La question c'est de savoir comment les capter pour les mobiliser dans des actions collectives.

Vous dénoncez de façon très renseignée le poids de lobbies. D'après vous, comment faire pour les contrecarrer?

Récemment j'ai interviewé Rob Hopkins, le fondateur du mouvement des villes en transition, qui me disait que nous ne vivions plus dans démocratie mais dans une "corporatocratie". Il a ajouté très justement que les multinationales qui verrouillent le système n'existent que grâce à... nous. Si nous refusons de les soutenir par nos achats, nous pouvons les affaiblir considérablement et les pousser à changer.

On vous donne une baguette magique, que faites vous tout de suite, immédiatement?

Je lance la transition partout et maintenant, en promouvant la relocalisation de la production agricole, de l'énergie et de l'argent. Ce sont les trois grands piliers de mon prochain film (livre et exposition), diffusé sur ARTE le 4 novembre. Les initiatives que je présente montre qu'il est possible d'organiser la résilience des communautés locales très rapidement et que c'est bon pour l'emploi, l'environnement, le climat et le bien-être des gens. Qu'est ce qu'on attend?



Les Plénières du Vendredi

RÉFORME TERRITORIALE

de 11h à 13h - amphithéâtre René Dumont
Comment renforcer les pouvoirs dans le respect des identités locales?

QU'ATTEND-ON DES ÉCOLOGISTES?

de 20h à 22h - amphithéâtre René Dumont
Alors que le logiciel productiviste atteint ses limites et que les partis politiques traditionnels connaissent un essoufflement sans précédent, quel rôle peut et doit jouer Europe Écologie Les Verts?



Les gazouillis écolos



Le record du monde de dédicaces est en passe d'être battu par @CecileDufлот ;) #JDE #EELV

↳ Répondre ↳ Retweeter ★ Favori +++ Plus



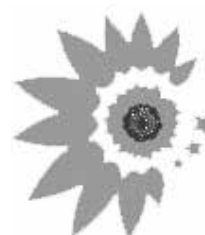
La transition énergétique c'est aussi émotionnelle ! Et ce n'est pas encore gagné. Pourtant on est nbreux #JDE #EELV

↳ Répondre ↳ Retweeter ★ Favori +++ Plus



Intervention de l'Ambassadeur de Palestine en France devant une salle comble et attentive #JDE.
pic.twitter.com/BOsA8qxdKt

↳ Répondre ↳ Retweeter ★ Favori +++ Plus



L'INSOLITE DES JDE

Que faire à Bordeaux ?

LES BONS PLANS DE STÉPHANE
(Saubusse, secrétaire régional Aquitaine)

Pauvre touriste que nous sommes, nous avons lancé un défi au secrétaire régional : nous indiquer quels lieux il nous faudrait visiter afin de nous donner envie de revenir... Voilà sa petite liste :

- Spécial soirée d'été

La charmante place des Victoires au centre ville est desservie par le tram B. Spacieuse, elle est ceinturée de restaurants et de vastes terrasses, parfaites pour boire l'apéritif entre amis. Coquetterie ou coquinerie locale : les fringuants serveurs du Pub St Aubin portent des kilts.

- Spécial dorures

Situé à l'intérieur du Grand Théâtre de Bordeaux, le Café Opéra vous en mettra plein les mirettes si vous aimez l'or, le cristal et la pompe du XVIII^e siècle.

- Spécial méninges

L'Utopia, un cinéma bar, intello, arty et charmant dans le centre ville

- Spécial romance

Les quais de la Garonne, au coucher du soleil évidemment !

- Spécial écolo


Le quartier Saint Pierre, avec ses restos, ses églises, ses petites rues mystérieuses... et le local d'Europe Ecologie.

40 ans
de l'écologie politique
C'EST DEMAIN !



Un fast-food locavore ?

C'est le défi relevé par l'équipe de Upperburger (www.upperburger.com).

Si vous avez envie de junkfood mais que vous êtes gourmet, rendez-vous dans ce établissement petit surprenant, qui vous permettra de manger écolo : 

Les rendez-vous pour #Agir

"Ce que change le Share" - Débat proposé par Agir
De 13h à 14h sous le barnum (à l'extérieur du coté de la buvette)

Apéro / pique-nique / débat avec Anne-Sophie Novel, économiste et journaliste, autour des enjeux et des pratiques de l'économie collaborative et de l'économie du partage.

Les réunions de sensibilités

Ces réunions se tiennent de 18h15 à 19h30.

CAP | Amphi Élisée Reclus
VIA ÉCOLOGICA | Amphi André Gorz
LOVE | Amphi Vandana Shiva
LMP | Amphi Germaine Tillion
Déterminé-es | en salle C7
Restaurons l'écologie à EELV | en salle A9

Un très joyeux anniversaire à ...

Stéphane Joly,
Pascal Canfin
& Christophe Russier

Suivez les JDE



Twitter
@Journeesdete



Facebook
Journées D'été



JDE Direct
jde.eelv.fr/jde-direct

Envie de participer au Storify ? Envoyez-nous un mail à l'adresse jde-direct@eelv.fr

le journal des jde



Ce journal vous est proposé par Marine Tondelier, Julien Sage, Solène Roisin, Lionel Guerin et Hélène Bracon - Samedi 23 août 2014

Le mot du jour



Merci à toutes et à tous!

Grâce à vous, ces journées d'été sont un succès à la fois en terme d'affluence, de qualité des contenus et de convivialité.

Certes, la musique était parfois un peu forte ou l'attente trop longue aux stands de nos amis restaurateurs (mais ça c'était parce que vous étiez beaucoup plus nombreux-ses que prévu, ce qui est en soit est une bonne nouvelle).

Vos retours nous montrent que le pari est réussi : le plein d'énergie militante est fait pour l'année à venir qui s'annonce... chargée!

Il me reste à vous souhaiter que cette dernière journée soit à la hauteur de vos attentes, que l'on y fête dignement les 40 ans de l'écologie politique et les 30 ans de notre mouvement, avec la volonté permanente de rassembler la famille écologiste, pari qui s'est toujours révélé gagnant.

Cela nécessite de faire le bilan objectif de notre histoire, sans éluder les débats sur notre action, son efficacité et l'avenir de l'écologie politique. Cela signifie également que nous ayons bien conscience que les valeurs qui nous rassemblent, notre socle programmatique et la vision commune que nous avons de la société de demain sont un moteur suffisamment puissant pour nous permettre de débattre sereinement et de trouver un consensus sur les divergences stratégiques qui nous animent parfois.

Zorionak ecologistak !*

Marine Tondelier, membre du BE, en charge des JDE

* Bon anniversaire les écolos ! en basque (pour ceux qui auraient raté la plénière d'ouverture)

Erratum

9h - 10h30

Quelle France en 2015 ? - Forum *Élisée Reclus*

Le débat sera animé par Emmanuel Rivière de TNS SOFRES.

L'écologie municipale, l'écologie à l'épreuve du réel - Forum *André Gorz*

Avec Eric Piolle, Pascale D'Erme et Jean-François Caron, Sophie Tricot, ancienne maire de Burdignes (Loire) sera également de la partie.

Transition ici et là-bas - en salle A3

Moncef Guedouar, responsable d'une association tunisienne "youngasolidarité" fera également partie des intervenants.

Relocalisons ! Les projets alimentaires territoriaux - en salle C6

En plus des autres intervenants déjà annoncés, Dominique Leconte, agriculteur, responsable de la plateforme Isle Mange Bio interviendra.

La GPA : pratique altruiste ou exploitation du corps ? - en salle A9

Anny Poursinoff sera remplacée par Marie-Jo Bonnet, militante féministe, historienne et écrivaine, spécialiste de l'histoire des femmes.

10h30

L'assemblée générale de la commission Immigration aura lieu à 10h30, à la suite de l'atelier sur le CESEDA - en salle A4.

14h30 - 16h30

40 ans : Les ateliers sur l'égalité et sur l'écologie politique européenne sont annulés - en salles A1 et A9

L'écologie politique est-elle à gauche, à droite ou ailleurs ? - Forum *Élisée Reclus*

Pouria Amirshahi, député socialiste, sera également présent lors de ce débat.

17h - 19h

Plénière Quarante ans d'écologie politique - 17h à 19h

Cette plénière sera animée par Marine Tondelier et Alexandre Jurado.

Plusieurs temps de débat se succéderont entre :

Corinne Lepage, Jean-Luc Bennahmias, Antoine Waechter, Catherine Grèze, Philippe Germa, Flore Berlingen, Txetx Etcheverry, Michèle Rivasi, Marc Jedliczka, Pascal Durand, Eric Piolle, Cécile Duflot et Emmanuelle Cosse.

Quelques questions à ...

VOUS!

Aujourd'hui, l'invité vedette, c'est vous ! A l'occasion de nos célébrations, nous vous avons demandé quel était votre plus beau souvenir militant.

Jocelyne : "mon plus beau souvenir fait suite à l'Erika. Je travaillais à la clinique des oiseaux mazoutés. Nous avons fait venir des filles d'Alaska, membres IFAW, afin qu'elles nous montrent comment procéder. La première fois que nous avons relâché des oiseaux, j'ai été émue aux larmes.

Bastien : "mon plus beau souvenir est celui des premières journées d'été du parti. On campait, on jouait de la guitare, c'était l'été."

Marie : "mon plus beau souvenir date de 2000. Nous sommes allés à Millau défendre José Bové. On avait passé la nuit dans le bus avec des gamins qui hurlaient, mais le rassemblement du lendemain pour le droit des lanceurs d'alerte était touchant, on sentait une forte communion d'esprit."

Stéphane : "J'en ai plusieurs, mais, comme beaucoup d'autres je crois, mon plus exaltant et plus émouvant souvenir reste la soirée des élections européennes en 2009. Les résultats ont été magnifiques, j'étais si fier."

Maryse : "Pour moi, ce sont les municipales de 1989. Je vivais à Colmar. Nous avons fait un score incroyable, et nous avons fait une sacrée fête."

Monique, personnage de BD : "Mon plus beau souvenir reste sans aucun doute la période qui suit la création des Verts. Mais tout cela, vous le lirez dans l'album qui raconte mon histoire, disponible à l'accueil."



Les Plénières du Samedi

LES PROMESSES DU BOURGET ONT-ELLES ÉTÉ TENUES ?

de 11h à 13h - amphithéâtre René Dumont

40 ANS

de 17h à 19h - amphithéâtre René Dumont ou sur la scène ouverte extérieure (selon le temps)

40 ans
de l'écologie politique



Les gazouillis écolos



#JDE #EELV @Denis_Baupin si la France, pays du nucléaire, réduit de 50% sa production, le message aurait un impact mondial.



Lancement des chantiers de l'écologie avec @emmacosse et @jbayou jde.eelv.fr/2014/07/30/lan... #EELV #JDE



#JDE pour clôturer cette plénière : @edwyplene! le chemin on l'invente en marchant. Alors marchez les écologistes ! #EELV

L'insolite des JDE

Besoin d'une écolo-coach ?

Avec son One Woman Show "Écolo-coaching pour tous by Loulou", Nathalie Delhommeau souhaite amener le public au désir d'engagement.

Pour elle, l'écriture de son spectacle est partie de trois constats. L'écologie est hélas vécue non pas comme une opportunité de changement civilisationnel mais comme une contrainte. La connaissance de la richesse de ses penseurs, de son histoire et de ses alternatives fait malheureusement encore trop défaut dans cette France obsédée par la "croissance". Enfin, de par mon expérience de militante, elle constate que l'humour est non seulement un des meilleurs moyens de parler des choses qui fâchent mais est aussi un important vecteur de joie pour les copainnes militantes, qui se battent au quotidien contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, les EPR, les Gaz de Schiste, etc !

Ainsi, après le duo de cabaret "Loulou Green" et son court métrage "Nucléaire à sec" (qui lui a valu le Prix Coup de Cœur du concours du Réseau Sortir du Nucléaire), elle crée, en 2013, son personnage Loulou, l'écolo-coach, qui invite, avec son enthousiasme ridicule, le public à se laisser embarquer dans son XXI^e siècle rempli d'amour et de beaux défis...

Le 23 août, lors de sa session d'écolo-coaching, 20mn extrait de son spectacle, Loulou, l'écolo-coach proposera une étude de nos forces et de nos faiblesses, avec exercices à reproduire chez soi !

La vie de Monique, ou la bande dessinée spéciale anniversaire

À l'initiative de Marie-Pierre Bresson et de Marine Tondelier, le dessinateur Antoine Moreau-Dussault a composé une bande dessinée pour célébrer les 40 ans de la première campagne de René Dumont et les 30 ans de la création des Verts.

L'héroïne, la vibronnante Monique, est née en 1950. Dès son plus jeune âge, choquée par la marée noire du Torrey Canyon et des discriminations dont souffrent les femmes, elle décide courageusement de se battre pour l'avènement d'un monde plus respectueux de la nature et des êtres humains.

Ses pérégrinations militantes l'emmenent au Larzac, à Mururoa ou encore à Clichy où les Verts ont été fondés en 1984. Elle croisera tout au long de son parcours de passionnantes figures comme Théodore Monod, Daniel Cohn-Bendit ou Solange Fernex. Ce que raconte cet album, ce sont la grande histoire comme les petites bêtises, les peines et les grandes joies de plus de quarante années de vie militante.

Nous espérons qu'ils vous rappellera de bons souvenirs ou vous aidera à mieux comprendre l'histoire du mouvement écologiste. **Car pour savoir où l'on va, c'est bien de savoir d'où l'on vient.**

Disponible à l'accueil. Prix libre.

Le Cochet Comedy Club

à 19h dans l'amphi René Dumont ou sur la scène ouverte extérieure (selon le temps)

Histoire de vous mettre l'eau à la bouche en attendant de rire de bon coeur tou-tes ensembles !

"J'ai l'impression d'être devant un club de végétarien qui discutent d'ouvrir une boucherie" Bureau exécutif, juillet 2014

"On a mis la barre trop bas au début, et maintenant on la remonte. Ça aurait dû être le contraire" Collège exécutif, 9 novembre 1996

"Oui, je suis d'accord pour une alliance avec le PS, mais à condition que ça soit sur un accord programmatique fort, ce à quoi je ne crois pas du tout"

Collège exécutif, 1996

"Je suis le seul Vert au Conseil Régional. Donc le PS est plus nombreux que nous"

"Les Verts ont toujours été pour la non violence, dans la mesure du possible"

Co-Voiturage

Un tableau de covoiturage avec offres et demandes pour toutes les destinations a été affiché à droite de la buvette. N'hésitez pas à laisser vos coordonnées !

ALLER-RETOUR À LACANAU-PLAGE

Si vous ne filez pas prendre votre train dès ce soir, n'hésitez pas à finir vos JDE en beauté. Nos amis aquitains, auxquels on dit encore mille mercis pour tout leur travail, nous réservent une dernière surprise. Il s'agit d'une sortie en bus à Lacanau.

En une journée, découvrez les effets du réchauffement climatique sur les rives médocaines ainsi que les efforts désespérés de la municipalité pour retarder la disparition de sa plage malheureusement encadrée par l'urbanisme mal maîtrisé des années 60 et 70.

Plus d'info au stand de la Région Aquitaine



NIZAR, LE DJ DES 40 ANS

Nizar Tricky, alias Nizar est LE DJ officiel de l'anniversaire de l'écologie politique. Dans la vraie vie, il organise de nombreuses fêtes à Paris, à Bruxelles et dans beaucoup d'autres endroits. Ses soirées, dont la très courue Flashcocotte, sont pleines de bonne humeur, un peu déjantées et pleines d'humanité. Tout le monde est bienvenu-e. Le 8 février dernier, une fête a été organisée à Paris pour célébrer les 30 ans de la création des Verts et les 40 ans de la campagne présidentielle de René Dumont. Magie de la fête, tout le monde s'est quitté tard dans la nuit avec du baume au coeur et le sourire aux lèvres après avoir dansé comme jamais sur le parquet de la salle de bal louée pour l'occasion.

C'est pourquoi nous avons eu le plaisir de convier aux JDE ce génie des platines. Au menu, une rétrospective musicale des années 70 à nos jours. Et comme ce soir, c'est soirée disco, vous pourrez aller trouver notre DJ préféré et lui demander de passer des dédicaces, comme au bon vieux temps. Oui oui !



Un très joyeux anniversaire à ...

Gwénaëlle Girard,
Kamel Dembri,
Marine Tondelier,
& Damien Hensens

A noter également, les presque 30 ans de Sonia Rouabhi. Merci à son employeur d'offrir une tournée !



Suivez les JDE



Twitter

@Journeesdete



Facebook

Journées D'été



JDE Direct

jde.eelv.fr/jde-direct

Envie de participer au Storify ? Envoyez-nous un mail à l'adresse jde-direct@eelv.fr

Revivre les plénières

6 plénières ont eu lieu à Bordeaux, que vous pouvez retrouver dans leur intégralité en vidéo au lien suivant :
[<http://jde.eelv.fr/2014/09/03/revivez-les-journees-dete-en-video>]

« Les promesses du Bourget ont-elles été tenues ? »

« Réforme territoriale : comment renforcer les pouvoirs locaux dans le respect des identités locales ? »

« Quarante ans ! »

« Qu'attend-t-on des écologistes ? »

« Plénière d'accueil » suivie de « La mer monte ! »

« Transition énergétique : l'heure de vérité »



Adhérez à EÉLV
Rendez-vous sur eelv.fr,
onglet "Rejoignez-nous"...



Secrétariat national
d'Europe Écologie Les Verts
6 bis rue Chaudron, 75010 Paris
+33 (0) 1 53 19 53 19 - <http://eelv.fr>



bordeaux
21 22 23 août 2014



Sous la coordination de :
Marine Tondelier,
chargée des commissions
et des Journées d'été,
référente sur les questions nucléaires
Secrétariat de rédaction / maquette :
Géraldine Boyer.

Relecture :
Lionel Guérin / Solène Roisin.
Imprimé sur papier recyclé - Mai 2015.



JE M'INSCRIS

<http://jde.eelv.fr/sinscrire>



LILLE

JOURNÉES D'ÉTÉ
DES ÉCOLOGISTES

20-21-22 AOÛT 2015